

Les Echos du

N°008 • Avril - Mai - Juin 2015

PNDP



Magazine d'informations du Programme National de Développement Participatif

www.pndp.org

Salon des Communes de l'Ouest 2015

Le PNDP trace la voie à suivre



ESPACE MINEPAT

Exécution BIP 2015

Le MINEPAT invite à accélérer le processus P. 8



NEWS

PDPP II

AFD commends the plan's outcomes in Nyete P. 13



ENVIRONNEMENT

Stratégies REDD+

Les idées de projets se précisent P. 15



**Tous les trimestres, le magazine d'informations
du PNDP retrace les activités du Programme
National de Développement Participatif sur
l'ensemble du triangle national...**



10 ans
au service des communes



Toute l'actualité du PNDP
Quarter over quarter



“

Nos institutions se complètent progressivement et fonctionnent de manière exemplaire. La décentralisation est en marche et les Camerounais pourront bientôt participer plus directement à la gestion des affaires publiques. Aussi longtemps qu’une partie de notre population souffrira de la pauvreté, que l’égalité des chances ne sera pas garantie pour tous, que l’avenir de notre jeunesse sera incertain, notre tâche ne sera pas terminée (...)

Message du Président de la République, Son Excellence Paul BIYA à la Nation le 31 décembre 2006.

”



Philemon Yang
Premier Ministre, Chef du Gouvernement



Emmanuel Nganou Djoumessi
Ministre de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)



Yaouba Abdoulaye
Ministre Délégué auprès du MINEPAT
chargé de la Planification



Gilbert Didier Edoa
Secrétaire Général du MINEPAT



Directeur de la Publication :
Marie Madeleine Nga

Rédacteur en chef :
Kamdem Souop
akamdem@pndp.org

Comité éditorial :
Alphonse Boyogueno, Isaac Ekeme,
Emmanuel Elimbi, Charles Boube,
Georges Nkami, Frédéric Bandon.

Equipe de rédaction :
Théophile Ndjaniou, Stéphan Kapto,
Sylvestre Chegue, Palestine Mbarga,
Yuh Timchia, Pierre Nka, Paul Charlot
Elomo

Nord :
Mohamadou Ousmaïla

Adamaoua :
Nana Maadjou

Sud :
Florent Hugues Bessala,
Michel Delor Mbang

Centre :
Thomas Ongon

Littoral :
Olivier Herman Bekack, Sophie
Babouma

Sud-Ouest :
Atenchong David Nkem

Ouest :
Boniface Megouo

Nord-Ouest :
Bruno Daniel Nkandjo

Secrétaire de rédaction :
Kamdem Souop

Mise en page :
Lordric Kako

Impression :
Sopecam

Tirage :
5000 exemplaires

Abonnements :
lesechos@pndp.org

CNC

BP 660 Yaoundé
Email : pndp@pndp.org
Site web : www.pndp.org
Tél.: +237 222 213 664
Fax: +237 222 213 663



16 36 Dossier
SACO 2015
Le PNDP
trace la voie à suivre



14 15 Environnement
REDD+
Les acteurs locaux
à l'école du mécanisme

EDITORIAL

De l'intercommunalité à la coopération décentralisée

From Inter-municipality to decentralized cooperation

ESPACE MINEPAT

Exécution BIP 2015 : le MINEPAT invite à accélérer le processus

Education : la stratégie sectorielle évaluée

NOS PARTENAIRES EN BREF

STADE C2D : pour un impact concret sur les populations



PNDP EN CHIFFRES

Etat de mise en oeuvre du PNDP

ACTUALITES

Planification : les outils de la chaîne PPBS réévalués



Supervision : le PNDP se déploie dans le Littoral

PDPP II : AFD commends the plan's outcomes in Nyete

NOUVELLES DES RÉGIONS

Local budget management : PNDP spreads the SIM_ba gospel to eight municipalities

10^e anniversaire du PNDP : le Littoral joue les prolongations à la prison de New-bell



South : STADE-C2D assesses projects in Nyete

North West : SIM_ba now used in all councils

Centre - Planification locale : la Commune de Bondjock veut son PCD



Est - Microprojets : de l'eau et de l'énergie dans les villages

Est - Radio communautaire de Mbang : mise à jour des besoins

North West : REDD+ project launched in Kumbo Council

Centre : le COMES affûte ses armes à Monatélé

Est : le PNDP et le PADDL/GIZ s'accordent sur la gestion des points d'eau



De l'intercommunalité à la coopération décentralisée

Par Marie Madeleine Nga

Chère lectrice, cher lecteur,

La tenue récente du Salon des Communes de l'Ouest nous offre l'occasion de partager avec vous une réflexion que cet événement, devenu traditionnel, a suscitée : celle d'une plus grande coopération entre les communes de notre pays. Les paris de l'intercommunalité et de la coopération décentralisée offrent des perspectives et des avantages non négligeables aux Collectivités Territoriales Décentralisées qui empruntent déjà ou qui emprunteront cette voie.

L'effort de régularité pour la tenue d'un tel événement doit s'accompagner, durablement, d'une méthodologie et d'actions énergiques quant à l'importance et aux gains qualitatifs et quantitatifs qui en découlent. Il y a là une interpellation forte d'abord pour les communes de l'Ouest, mais aussi pour l'ensemble des communes du Cameroun. Cadre de solidarité, de coopération et de cogestion entre différentes Collectivités Territoriales Décentralisées, l'intercommunalité devrait pouvoir créer un moule de formatage des expériences productrices et génératrices de développement. Le PNDP a pris l'habitude, lors de ce type de regroupement, de faciliter les rencontres entre les maires de différentes régions. Dans le cadre de ce Salon, une trentaine de maires venant des 10 régions du Cameroun ont été invités à venir s'inspirer des acquis et expériences des communes de l'Ouest et notamment ceux de la commune de Dschang, qui présente une riche expérience au plan de la coopération Nord-Sud. L'intérêt marqué par les édiles conforte la nécessité de multiplier plus souvent ce type de rencontre pour accélérer le développement des territoires.

Notre expérience de la planification locale nous donne, à travers le Plan Communal de Développement qui est élaboré pour le compte des communes, de saisir l'immensité des besoins des populations à la base. D'où la nécessité pour les communes de multiplier des stratégies porteuses et pas trop onéreuses afin de réduire l'écart entre les ressources limitées et les besoins illimités. Les communes ont besoin de se parler, de partager leurs savoirs, expériences, de mutualiser leurs connaissances et parfois leurs ressources pour relever les défis qui les interpellent.

Depuis les lois de 1974 aux textes de 2011, qui consacrent les pratiques d'intercommunalité et de coopération décentralisée, on a pu observer quelques regroupements. Aujourd'hui, on ne dénombre pas moins de neuf regroupements de communes¹.

L'association des communes du département du

¹ L'intercommunalité au Cameroun, étude Minatd/GTZ, mai 2010



Nyong-et-Kelle (ACONYK) créée en 2008 ; celle des communes du Mbam-et-Inoubou (ASCOMI) créée en 2003 ; l'Association des Communes Forestières du Cameroun (ACFCAM) créée en 2006 et qui compte près de 77 communes forestières ou non ; l'Organisation Publique de la Coopération Intercommunale de la Sanaga Maritime (OIPC) créée en 1995 ; le Projet de Regroupement des communes du Mayo-Sava ; le Projet de Regroupement des communes riveraines du fleuve Logone ; le Projet de Regroupement de 08 communes du Mayo Danay et du Mayo Kani ; le Service d'Appui au Développement des Economies Locales créé en 2003 et qui regroupe les communes de Ngoulemakong, Mengueme et Akoeman.

Il est souhaitable qu'une dynamique plus forte de coopération, d'échanges entre ces différents regroupements soit enclenchée et entretenue.

A l'aune des grands défis portés par le Gouvernement, les communes pourraient s'engager dans des projets d'hydraulique ou d'électrification, de mutualisation des efforts pour l'acquisition des engins de génie civil, des camions de ramassage d'ordures, des projets agricoles à grande portée, etc... Cette collaboration serait davantage bénéfique grâce à l'acquisition par un syndicat de communes, par exemple, d'un expert de haut vol pour des consultations de manière à réaliser des économies d'échelle pour dire le moins.

La coopération décentralisée porte en elle des fruits prometteurs, mais elle ne doit pas occulter les fortes externalités d'un brassage intercommunal.

Bonne lecture.

From Inter-municipality to decentralized cooperation

By Marie Madeleine Nga

Dear Readers,

The fair of municipalities in the West Region which took place recently gives us the opportunity to share with you the thinking which this event, that has become a tradition, brings to mind : cooperation between municipalities. Inter-municipality and decentralized cooperation offer prospects and vital benefits to local councils which are following or will follow this path.

The resolve to make such an event customary needs to come with lasting methodology and vigorous actions linked to their importance and qualitative and quantitative fallouts. There is a strong challenge first on the part of municipalities in the West Region and then on the part of all others in Cameroon. A framework of solidarity, cooperation and co-management between decentralized territorial units, inter-municipality ought to be able to devise a set-up that spreads experiences that are capable of producing and generating development experiences. PNDP has made it routine, during such gatherings, to ease meetings between mayors from different areas/regions. Within the framework of this fair, about twenty mayors coming from the ten regions of Cameroon were invited to come and draw inspiration from the achievements of municipalities in the West region, especially those of the Dschang whose rich experience in North-South cooperation is on offer. The interest shown by the elected officials underlines the need to organize such bridge-building events more often in order to speed up development in our decentralized territorial units.

Through communal development plans devised for municipalities, our experience in local planning enables us to understand the enormity of the needs of grassroots people. This explains why municipalities ought to multiply rewarding and cost-effective approaches to lessen the gulf between limited resources and unrestrained needs. Municipalities need to concert, share skills, experiences, to pool together their knowledge and maybe their resources to surmount the challenges before them.

From the 1974 law to that of 2004 which enshrine inter-municipality and decentralized cooperation, note has been taken of certain groups. Today, no less than eight associations of municipalities are active¹.

The association of municipalities of Nyong and Kelle (ACONYK) created in 2008, that of the municipalities of Mbam and Inoubou (ASCOMI) created in 2003,



the association of forest municipalities of Cameroon (ACFCAM) created in 2006 and which counts close to 77 municipalities which are either forest-based or not, the public organization for inter-municipality cooperation of the Sanaga Maritime (OIPC), created in 1995, the Mayo-Sava municipalities group project, the association of municipalities along the Logone river project, the association of the 8 municipalities of Mayo Danay and Mayo Kani, the support programme for the development of local economies created in 2003 which brings together the municipalities of Ngoulemakong, Mengueme and Akoeman.

A strong dynamic of cooperation and exchange between these groups exists.

These municipalities can help government tackle one of its biggest challenges by carrying out water and electricity projects, pooling together their efforts to acquire civil engineering machinery, garbage trucks, agricultural projects with far-reaching impact etc. This cooperation will be all the more valuable at the level where a union of municipalities, for example, engages the services of a top expert for a wide range of consultancies in a way that economies of scale will be obtained.

Dare we say decentralized cooperation in itself has promise, but it does not have to obscure the profound external advantages that come when municipalities work together.

Pleasant reading.

¹ Inter-municipality in Cameroon, NATD/GTZ study, May 2010

Exécution BIP 2015

Le MINEPAT invite à accélérer le processus

Le chantier des grandes réalisations appelle le Gouvernement à être à pied d'œuvre pour permettre la mise en œuvre satisfaisante des options de développement définies par le Président de la République, Son Excellence Paul Biya, et implémentées par les différentes administrations.

L'un des maillons de cette chaîne est constitué du Budget d'Investissement Public (BIP) dont le Président de la République a prescrit une meilleure exécution. Fort des résultats des années précédentes qui n'ont pas toujours été à la hauteur des attentes et espérances, une veille et une vigilance plus accrues sont de mise. C'est dans cette optique que le Ministre de l'Economie, de la Panification et de l'Aménagement du Territoire, Emmanuel Nganou Djoumessi, a convoqué une réunion, le 10 juin 2015 dans la salle de réunion abritant ses services.

Cette concertation qui s'inscrit dans le cadre de l'exécution physico-financière du Budget d'Investissement Public (BIP), pour l'exercice 2015, partait du constat que plusieurs administrations présentent à la date du 11 mai 2015, un taux d'exécution du BIP peu satisfaisant. La trentaine d'administrations invitée, représentant les différents ministères ainsi que certains grands corps de l'Etat, qui se sont faits

représenter par leurs responsables en charge des questions budgétaires, ont été conviés à inverser cette tendance et atteindre la performance dans l'exécution du BIP au terme de l'exercice 2015.

Dans son propos liminaire, le Ministre rappellera les dispositions spécifiques prises pour assurer un démarrage effectif du BIP dès son lancement. Il s'agissait succinctement de : l'organisation des conférences de programmation des marchés dès le mois de décembre 2014 ; le lancement de l'exécution du budget sur l'ensemble du territoire national dès le 09 janvier 2015 ; la production par le MINEPAT d'un guide d'exécution intitulé « *Comprendre pour mieux exécuter le BIP 2015* » ; l'allègement des procédures budgétaires et de commande publique.

Si le MINEPAT peut se féliciter de ce que l'évaluation prescrite à ses collaborateurs donne d'avoir des résultats satisfaisants dans certains ministères, il n'en demeure

pas moins que la situation reste préoccupante à plusieurs égards. Ce qui amène le Ministre à penser que « *nous pouvons faire mieux* », ceci pour relever le niveau d'exécution du BIP dont l'évaluation sus citée a révélé un taux d'exécution du BIP 2015, de 44,8% à un mois de la fin du premier semestre de l'année 2015.

M. Nganou Djoumessi constatera des taux d'engagement des crédits anormalement bas dans certaines administrations. La circulaire relative à l'exécution du budget 2015 a fixé au 28 février 2015 la date butoir pour l'engagement de l'ensemble des crédits relevant des subventions et des fonds de contrepartie.

Les administrations nécessitant un relèvement du taux d'exécution ont été invitées, au cours de cette concertation, à travailler d'arrachepied dans les deux prochains mois, pour relever le niveau de consommation du BIP à au moins 85%. ♦





Education

La stratégie sectorielle évaluée

La stratégie sectorielle éducation a été passée au peigne fin par l'ensemble des acteurs impliqués dans ce domaine, au cours d'une réunion à Yaoundé.

La rencontre visait à procéder à une évaluation globale de la mise en œuvre de la stratégie sectorielle Education et les perspectives sur la période 2015-2018. Pendant trois jours, du 8 au 10 juin 2015, les experts techniques, les représentants des administrations impliquées, les partenaires au développement, la société civile, entre autres, se sont retrouvés autour des Ministres des Enseignements Secondaires (MINESEC), de l'Education de Base (MINEBASE), et de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT).

Comme l'a rappelé le Ministre Emmanuel Nganou Djoumessi du MINEPAT, situant le contexte, le Cameroun a élaboré, en 2009, son Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) pour la période 2010-2020 avec entre autres objectifs, porter la croissance à environ 5,5% annuellement ; ramener le sous-emploi de 75,8% à moins de

50% en 2020. Dans la perspective de l'atteinte de ces objectifs, l'impératif de décliner le DSCE en stratégies s'est imposé.

C'est ainsi que le secteur éducatif dont la mission est de former un capital humain solide capable de soutenir et de générer la croissance et l'emploi, a élaboré sa stratégie en 2013. Celle-ci a été validée par le gouvernement et endossée par les partenaires au développement en avril 2014. De là, découle le cadre partenarial de concertation et de collaboration signé entre les deux parties en vue d'améliorer l'efficacité de l'aide apportée dans le secteur. Les dispositions dudit cadre prévoient l'organisation des revues annuelles conjointes de suivi de la mise en œuvre de la stratégie sectorielle.

En invitant les participants aux assises à une « *évaluation objective en vue d'identifier les écueils, les manquements à corriger pour bâtir un capital humain susceptible de porter nos ambitions*

d'émergence », le Ministre Nganou a souhaité s'inscrire dans un nouveau paradigme celui de « *l'éducation en situation d'urgence* » ceci compte tenu des défis sécuritaires liés à la secte Boko Haram et à la crise centrafricaine qui ont touché le secteur éducatif. Il rappellera à juste titre l'intervention d'urgence décidée par le Chef de l'Etat par la mise à disposition de la somme de 5 500 000 000 de FCFA pour les dépenses exceptionnelles liées à la construction des infrastructures de l'éducation et des points d'eaux dans certaines localités de l'Extrême-Nord.

Ainsi, 196 salles de classes, 84 blocs latrines, 79 forages, 20 dortoirs, 10 cantines sont en cours de constructions. 7930 tables bancs, 252 bureaux-maitres sont en cours de livraison. Le rôle majeur du secteur de l'éducation dans la stratégie de développement du Cameroun situe amplement l'importance de telles assises. ♦

STADE C2D

Pour un impact concret sur les populations

Le Secrétariat Technique Dédié à l'Exécution du Contrat de Désendettement et de Développement (STADE-C2D) occupe une position centrale dans l'implémentation des financements issus de la coopération France-Cameroun depuis 2006.

Le dispositif de financement de la France au Cameroun par l'initiative multilatérale d'allègement de la dette des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) repose sur le Contrat de Désendettement et de Développement (C2D). Ce mécanisme innovant de financement de l'économie camerounaise dispose de trois piliers : un Comité d'Orientation et de Suivi (COS) réunissant les responsables de la coopération franco-camerounaise pour l'orientation des projets par secteur et le suivi de leur exécution ; un Comité Technique Bilatéral (CTB), instance chargée du suivi technique et administratif et un Secrétariat Technique d'Appui Dédié à l'Exécution (STADE). Cette dernière structure soutient le CTB dans l'exécution de ses missions de suivi technique et financier.

En 2014, ce travail de veille a fait dire à Christine Robichon, Ambassadrice de France au Cameroun lors du 8^e Comité d'Orientation et de Suivi du C2D, tenu le 18 juillet 2014, que « toutes les réalisations montrent l'importante activité

déployée par les différents ministères techniques pour que les financements du C2D aient un impact concret sur les conditions de vie des populations. » A l'occasion, Mme Robichon avait tenu à féliciter toutes les équipes projet et le STADE C2D pour le travail effectué.

Concrètement, il s'agit du suivi de la construction des salles de classe dans plusieurs départements du pays, la distribution de 13 000 kits pédagogiques et le démarrage de la phase préparatoire du dispositif « chèque santé ». Les projets d'appui à l'agriculture, ACEFA et AFOP sont entrain de permettre à plus de 3 500 groupements, soit plus de 100.000 agriculteurs sur l'ensemble du territoire national, de bénéficier de conseils agricoles. Sur les 3 500 jeunes formés au cours de l'année 2014, près d'un tiers ont reçu une aide financière pour soutenir leur projet d'insertion professionnelle. A côté de cette intervention dans le secteur agricole, le développement urbain est aussi inscrit dans l'agenda du CTB dans le cadre du projet C2D de développement des « Capitales

régionales ». Une initiative qui répond aux attentes du deuxième C2D. Son enveloppe globale conclue en juillet 2011 est de 214 milliards de FCFA. Jusqu'en 2016, ce financement est orienté vers le développement rural, le développement urbain dans les villes secondaires du Cameroun et la formation technique et professionnelle.

Pour mesurer les écarts et scruter l'avenir de cette modalité de coopération entre le Cameroun et la France, le STADE C2D, à côté du Comité Technique Bilatéral (CTB), s'active depuis 2014 à l'évaluation du C2D. « Les enjeux sont importants puisque les conclusions de cette revue conjointe poseront les bases de discussions à venir sur le contenu du 3^{ème} C2D » a relevé l'Ambassadrice de France lors de la rencontre sus-citée.

Les prévisions de l'Agence Française de Développement indiquent qu'entre 2015 et 2020, environ 393,6 milliards de FCFA pourront être mobilisés à titre de prêts souverains mais aussi dans le cadre du Troisième C2D. ♦



Etat de mise en oeuvre du PNDP

Au 1^{er} semestre de l'année 2015, la mise en œuvre du PNDP s'inscrit dans la continuité des actions engagées en 2014. La particularité de cette année étant qu'elle est charnière et transitoire entre la 2^{ème} phase et la 3^{ème} phase du Programme sous financement IDA. L'année 2015 est donc marquée par l'implémentation des actions engagées en 2014 et notamment la finalisation du processus d'actualisation des Plans Communaux de Développement (PCD), la mise en œuvre de nouveaux microprojets et le suivi de l'exécution de ceux déjà en cours.

a. Elaboration des PCD

L'étape des diagnostics (DIC, PEUC, DPNV) a été achevée dans la majeure partie des communes. La poursuite des ateliers de planification, la tenue des différents conseils municipaux élargis aux sectoriels (COMES) pour la restitution des différents diagnostics devrait permettre d'avancer considérablement dans ce processus.

Le tableau ci-dessous reprend le statut des PCD par région présenté dans l'édition précédente.

Tableau N° 1 : Actualisation des PCD

Nature du processus	Niveau avancement	Situation en fin mars 2015
Actualisation	Validé par le Préfet	12
	Approuvé par le COMES	49
	En cours d'actualisation	88
	Total Actualisation	149
Elaboration initiale	Approuvé par le COMES	1
	Validé par le Préfet	178
	Total Elaboration	179
TOTAL GÉNÉRAL		328

b. Recrutement et prise en charge des agents communaux

La situation des communes en termes d'agents communaux recrutés n'a pas évoluée, puisque que le programme a accompagné les communes dans le remplacement de certains agents démissionnaires.

Tableau N° 2 : Agents communaux

Situation des agents communaux	AD	CE	EN	EST	LT	NO	NW	OU	SU	SW	TOTAL
AGENT DE DEVELOPPMENT											
Postes pourvus	21	58	45	31	21	20	30	34	19	22	301
Poste vacant	0	6	2	0	2	1	1	6	6	3	27
AGENT FINANCIER											0
Postes pourvus	20	52	42	29	17	16	30	34	19	18	277
Poste vacant	1	12	5	2	6	5	1	6	6	7	51
TOTAL POSTES POURVUS	41	110	87	60	38	36	60	68	38	40	578
Nombre de communes	21	64	47	31	23	21	31	40	25	25	328

c. Répartition des microprojets par région selon le niveau de mise en œuvre

En ce qui concerne la répartition des microprojets, on note des évolutions depuis le début de l'année 2015.

Un certain nombre de projets ont démarré tandis que certains qui étaient en cours sont achevés.

Tableau N° 3 et 4 : Microprojets et leurs répartitions par ailleurs

RÉGIONS	Achevé	en cours	En passation de marchés	Total	RÉGIONS	C2D	IDA	Total
AD	300	10	19	329	AD	32	297	329
CE	326	31	17	374	CE	135	239	374
EN	241	67	84	392	EN	370	22	392
ES	325	64	59	448	ES	273	175	448
LT	170	37	32	239	LT	156	83	239
NO	149	20	27	196	NO	114	82	196
NW	266	29	65	360	NW	215	145	360
OU	149	2	37	188	OU	55	133	188
SU	116	10	9	135	SU	14	121	135
SW	197	28	17	242	SW	85	157	242
Total général	2239	298	366	2903	Total	1449	1454	2903

Planification

Les outils de la chaîne PPBS réévalués

L'hôtel la Falaise de Douala a servi de cadre du 03 au 04 juin 2015, à un atelier de restitution des outils de la chaîne PPBS (Planification, Programmation, Budgétisation et Suivi) dans le cadre de l'élaboration des Plans Communaux de Développement (PCD).

La rencontre organisée conjointement par le PNDP et le PADDL/GIZ visait à procéder à la relecture ainsi qu'aux échanges autour du nouveau guide de planification en cours d'élaboration. Pour rappel, la 3^e phase du PADDL achevée et donc les acquis sont en cours de pérennisation, consacrait une composante à l'implémentation de la chaîne PPBS au niveau local. Des expériences ont été menées dans ce sens par le PADDL sur les outils de programmation, budgétisation, suivi du PCD, dans sept communes de la région de l'Extrême-Nord.

A la suite d'une mission conjointe organisée par les deux programmes

du 02 au 12 avril 2015, ils ont partagé les différentes expériences et exploré les possibilités de réaliser des actions concertées.

Il était question de présenter aux participants les outils harmonisés et suivis du PCD, ainsi que de programmation élaborés en partant de la capitalisation des démarches respectives du PNDP et du PADDL. Cet exercice devrait aussi permettre de faire des propositions d'amélioration de la nomenclature budgétaire à soumettre au MINATD, au MINFI et au MINEPAT afin d'intégrer leurs observations et finaliser le nouveau guide de planification. Autour de la table, étaient réunis des responsables du FEICOM, du MINATD, des CVUC, de la GIZ et les responsables nationaux en charge respectivement des questions environnementales et de formations au PNDP.

La vingtaine de participants a planché sur l'enrichissement des outils de la chaîne PPBS assorti d'une synthèse



des recommandations. Suite à cette rencontre, une démarche de capitalisation et d'harmonisation entre les deux programmes a été convenue en vue de faciliter la pérennisation des acquis du PADDL à travers une action de relais et diffusion portée par le PNDP. ♦

Supervision

Le PNDP se déploie dans le Littoral

Les descentes du Programme National de Développement Participatif permettent de mesurer les écarts sur le terrain avant le lancement de la 3^e phase.

Les activités continuent à être exécutées sous le même prisme qu'en 2^e phase avec un accent sur le volet agricole, le projet REDD+ et le projet des radios communautaires.

Outre les actions de renforcement des capacités, la Cellule Régionale du PNDP pour le Littoral a continué le financement des 2^{ème} et 3^{ème} tranches des allocations pour 43 nouveaux microprojets agricoles à financer dans 23 communes disposant d'un PCD nouvelle génération, ainsi que l'achèvement des 37 microprojets encore en cours de réalisation dans les communes.

En prélude à la troisième phase du PNDP sur Fonds IDA et conformément à l'article 17 alinéa 2 des conventions

de financement du PCD et activités connexes, une évaluation du partenariat PNDP/Commune s'avère nécessaire. Il s'agit, entre autres, d'évaluer le niveau d'avancement des activités prévues dans les conventions, de faire le point sur le respect des engagements pris par les différentes parties et mettre en place une stratégie d'accompagnement spécifique pour chaque commune.

Pour l'exécution satisfaisante de ce travail dans les communes de la région du Littoral, une équipe composée de la délégation du MINEPAT et de la Cellule Régionale de Coordination du Littoral s'est déployée du 01^{er} au 17 Juin 2015 dans 23 communes de la Région afin de tirer les leçons de la deuxième phase.

Ces équipes ont travaillé en synergie

avec les délégués départementaux du MINEPAT territorialement compétent ainsi que les trois points focaux désignés par commune : notamment le maire, le secrétaire général et le receveur municipal. La première phase de l'étude s'est déroulée dans toutes les communes exceptée celle de Dibombari, choisie comme commune pilote afin de permettre à toutes les équipes constituées de rôder le mécanisme à mettre en œuvre dans les 22 autres communes.

Trois grandes articulations ont ponctué cette descente de terrain : les phases de préparation, de collecte des données et d'analyse. En somme une activité qui continue à décliner et matérialiser les actions de contrôle citoyen engagées par le PNDP. ♦

PDPP II

AFD commends the plan's outcomes in Nyete



AFD Director, Mr. Hervé Conan measured the extent to which health and education projects in the second phase of the Indigenous Peoples Development Plan (PDPP II) have brought Bagyeli Pygmies into the development cycle.

The Director of the French Development Agency (AFD) in Cameroon, Mr. Hervé Conan, took the pulse of phase two of PNDP's Indigenous Peoples Development Plan (PDPP), a drive which seeks to promote the integration of Pygmies into mainstream Cameroonian society while respecting their culture and identity, during a visit to the Nyete Council area in the South region on May 4, 2015.

With a surging wave of plans to change the status quo of Pygmy populations over the years because they risk being confined to a sedentary lifestyle,

the man who heads one of PNDP's leading funders visited the Nko'olong Pygmy settlement, the Adjap Health Centre and the Nkolékouk Pygmy settlement. In the first lap of his visit, Mr. Conan was firsthand witness to the activities and outcomes of a partnership which targets improved living conditions for the Bagyeli Pygmies.

The partnership was the fruit of a resolve to see the lives of the Bagyelis improved upon against a backdrop of external threats to their culture and traditionally nomadic lifestyle such as discrimination, trade and particularly deforestation. At the

Adjap Health Centre, Mr. Conan hailed PNDP for ensuring through its health component that the Bagyeli Pygmies are entitled to adequate healthcare. Also worthy of praise was the education component of the PDPP II which was highlighted in the Nkolékouk Pygmy settlement where Bagyeli children were taught using the Observe, Think and Act approach.

In all Mr. Conan's visit to Nyete permitted the AFD to not just have a better appraisal of the PDPP which targets Cameroon's Pygmy populations but the road it has covered thus far and future objectives. ♦

REDD+

Les acteurs locaux à l'école du mécanisme

Les acteurs impliqués dans le processus d'accompagnement des communes dans l'élaboration d'une note d'idée de projets dans les régions de l'Adamaoua, du Nord, de l'Est, du Centre, de l'Ouest, du Sud-ouest et du Nord-ouest ont bénéficié d'un renforcement des capacités du 11 au 29 Mai 2015.

Deux étapes ont permis aux différents acteurs locaux et aux services déconcentrés de l'Etat d'approfondir leurs techniques en vue de l'élaboration de leur projet REDD+ sur financement des Fonds C2D à travers le PNDP. Le financement sera effectif dès le mois de juillet 2015 dans cinq communes sélectionnées à partir des cinq zones agro écologiques du pays. Ces formations organisées à Meiganga et Bana avaient pour objectif de former les Organisations d'Appui Locales (OAL) identifiées et qui vont accompagner les communes pour le développement de leurs projets.

À ce volet central, les participants ont aussi été formés dans le suivi et l'élaboration des Notes d'idées de projets (NIP) pilote communal avec l'appui des OAL et des Services Déconcentrés de l'Etat. Le PNDP a saisi cette opportunité pour les imprégner et renforcer les

capacités des futurs responsables des services déconcentrés, sur les problématiques liées aux plateformes locales, aux coordinations REDD+ régionales et des comités techniques départementaux. Ces initiatives du PNDP au niveau communal répondent aux objectifs de la stratégie nationale REDD+ pilotée par le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable. Elle s'articule autour de trois volets : l'appui au développement et à la mise en œuvre de projets pilotes REDD+, l'appui à la stratégie nationale et la coordination et la gestion.

Les critères de sélection sont liés à l'existence au sein de la commune, d'un personnel contractualisé et d'une unité en charge de la gestion des ressources naturelles, d'un espace sécurisé pour le projet, l'absence de superposition de titre et l'exercice des organes de gestions. Pour

asseoir définitivement les objectifs de cette initiative de protection de l'environnement, ces sessions de formations ont permis de faire le point sur les objectifs, les enjeux, et la problématique de la prestation des OAL.

Les différents mécanismes ont également été scrutés en plus de leur implication au niveau du développement local. En 13 modules, les participants ont cerné les paramètres techniques d'un projet REDD+. Le plus dur était le module 9 orienté vers la conception des NIP. Ce d'autant plus que leur dépôt est attendu à la fin du mois de juillet 2015. Des 10 communes impliquées à l'échelle nationale, seules cinq études de faisabilité conduisant au Document Descriptif du Projet seront financées et mises en œuvre. Le point de départ d'une phase pilote d'un développement vert dans les territoires locaux du pays. ♦



Stratégies REDD+

Les idées de projets se précisent

Des actions variées sont attendues dans les communes impliquées dans la mise en œuvre de la composante REDD+ au niveau local grâce à l'accompagnement du programme national de développement participatif (PNDP).

Les responsables de la commune de Yoko savent déjà à quoi ressemblera leur projet REDD+. L'orientation initiale portait sur « le reboisement à haute intensité de main d'œuvre des zones dégradées de la forêt communale ». Après reformulation, il est plutôt question de « Réduction de la dégradation de la forêt communale de Yoko par le reboisement à haute intensité de main d'œuvre ». Ce qui nous conduit inéluctablement au jumelage des activités de réduction de la dégradation de la forêt ainsi que celle de déforestation avec une extension sur les activités de développement local.

L'objectif de ces projets pilotes est de tester les différentes options stratégiques qui vont permettre d'élaborer de la stratégie nationale REDD+ pour le Cameroun, et donc de contribuer à la réduction des gaz à effet de serre issue de la dégradation et de la déforestation de la forêt à laquelle on associe une nette amélioration de conditions de vie des populations. Parmi ces options stratégiques nous avons : L'agriculture

et l'élevage, le bois-énergie et la foresterie.

Il est important de noter que les zones d'interventions sont situées dans le périmètre de la forêt communale, qui épouse les limites administratives du département du Mbam-et-kim. Il s'agit là des forêts classées mais pas encore sécurisées. Pour cela, les autorités de la commune devront mettre toute la documentation disponible et indispensable à la disposition de l'organisme d'appui local.

Des Préalables qui n'échappent pas au groupement des communes de Bangangté, Bangou et Bana. En plus de définir clairement la zone de référence du projet et d'identifier les points focaux au niveau des différentes parties prenantes, il est important de mettre en place un plateau de collaboration et d'échanges entre les trois communes sus-citées. Toutefois, la tâche est un peu ardue au niveau de l'implication des populations. Les porteurs de projets soulignent une mésentente entre les populations Bachingou et Batcha

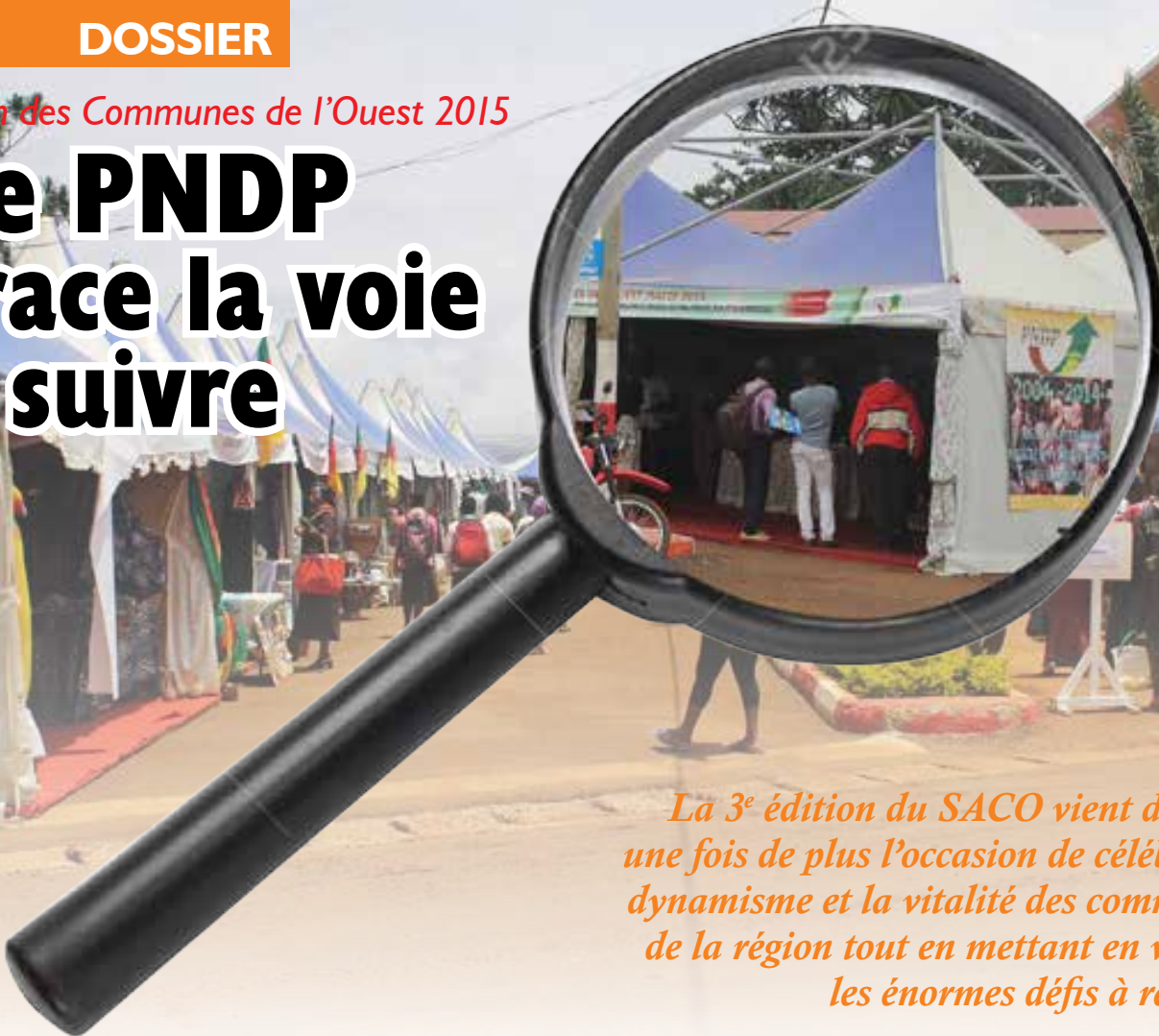
situées respectivement dans les communes de Bangangté et de Bana. Autre obstacle à lever, c'est celui de la non implication des populations Bororo.

Ici, le projet porte sur la gestion durable de la réserve forestière de Bapouh-Bana. Les trois communes envisagent de ce fait de faire une estimation du couvert végétal et densifié à travers le reboisement des poches dégradées. En toile de fond, il y a aussi le mécanisme qui vise à promouvoir les pratiques agricoles durables et réduire du même coup la dégradation de la réserve de Bapouh-Bana. Dans l'ultime but de faire de la zone un point de développement de l'éco-tourisme et donc de création d'emplois avec des activités génératrices de revenus.

Au cours des deux sessions de formations de Bana et de Meiganga au mois de Mai 2015, les différents acteurs y ont présenté leurs avancées et les points d'amélioration dans la poursuite du projet du REDD+ dans les territoires respectifs. ♦

Salon des Communes de l'Ouest 2015

Le PNDP trace la voie à suivre



La 3^e édition du SACO vient d'offrir une fois de plus l'occasion de célébrer le dynamisme et la vitalité des communes de la région tout en mettant en vitrine les énormes défis à relever.

3 éditions. Un événement, un rendez-vous devenu traditionnel et surtout un pari tenu, celui de l'organisation du 02 au 12 avril 2015 à Bandjoun du Salon des Communes de l'Ouest, après ceux de 2009 et 2012 dans la même localité. Les quarante communes de la région ont su joindre leurs voix pour présenter aux visiteurs l'ambition qui est la leur, laquelle est portée par le groupement régional des Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC-Ouest). Pendant une dizaine de jours, Bandjoun a été le pôle d'attraction de toute la région de l'Ouest.

Les thématiques développées et discutées traduisaient bien la vision des organisateurs, celle de faire de la région de l'Ouest un pôle de développement économique fort et prospère. Du tourisme à l'agriculture, en passant par le développement des infrastructures, l'habitat, le financement des projets et leur maturation, la gestion des ressources humaines et même la gestion du temps, le SACO aura véritablement, côté salle, tenu la promesse des fleurs. Côté cour, une ambition comme savent les développer la plupart des salons, avec les animations diverses pour chacune

des structures présentes qui rivalisent d'ingéniosité pour certaines, de décibels pour d'autres, afin d'attirer le maximum de visiteurs.

Le PNDP lui était bel et bien présent avec la même constante, celle de l'accompagnement des communes dans le développement local et le processus de décentralisation. Sur son stand, outre ses nombreuses réalisations dans les communes, on pouvait retrouver la diversité des 329 Plans de Développement Communaux actualisés ou non. Fait novateur, l'ouverture dans le stand d'un espace B to B, uniquement pour les maires afin de leur permettre d'échanger, discuter, partager, apprendre. De ce point de vue, on a pu mesurer combien il pouvait être important simplement de se parler. Autre innovation et non des moindres, l'invitation que le PNDP a adressée à une vingtaine de maires des 10 régions du Cameroun engagées dans la mise en œuvre des projets REDD+ et de création de radios communautaires.

Dans un programme chargé, ceux-ci ont pu s'abreuver à la source de l'expérience de la Commune de Dschang qui grâce à sa coopération avec Nantes est engagée

dans plusieurs projets : un projet de gestion des déchets, une agence municipale de l'eau, un office communal du Tourisme, un musée des civilisations qui retrace l'histoire du Cameroun. La forte pluie qui s'est abattue dans la ville le dimanche 05 avril 2015, couplée à une coupure d'électricité et à une heure déjà avancée en soirée n'ont pas pu émousser l'ardeur des maires.

Le SACO c'était aussi la signature des conventions avec les communes ou groupement de communes bénéficiaires de la mise en œuvre des projets radios et REDD+. Toujours en marge du Salon, la parole a été donnée aux maires à travers la réalisation de trois émissions télévisées sur le thème générique de la gouvernance locale. Le rendez-vous est mensuel depuis novembre 2014, avec une diffusion tous les 2^e jeudis du mois et traite d'une diversité de sujets. Un moment de détente dans ce programme pour les maires a été la visite effectuée à la chefferie Batoufam. Une belle initiative à saluer et capitaliser, afin que l'intercommunalité soit un vecteur de développement des Collectivités Territoriales Décentralisées du Cameroun. ♦

Intercommunalité

Le SACO met le cap sur 2020



René Emmanuel Sadi, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD) a inauguré la 3^{ème} édition du Salon des Communes de l'Ouest le 4 avril 2015 à Bandjoun.

« **Valorisation des atouts et potentiels de la région de l'Ouest à l'horizon 2020** » est le thème qui a orienté les différentes articulations du Salon des Communes de l'Ouest (SACO) 2015 à Bandjoun. Dans son discours d'ouverture solennelle de l'évènement organisé par les 40 communes de la région de l'Ouest, M. René Emmanuel Sadi a relevé l'importance de la commune comme instrument privilégié d'amélioration des conditions de vie des populations. Pour cela, le MINATD a appelé les magistrats municipaux à être créatifs, et davantage actifs, voire proactifs dans leur territoire. Le but final étant la création d'emplois et des richesses à partir de la base. Sur l'expérience de la région de l'Ouest, M. Sadi a salué cet exemple en matière d'intercommunalité. Car selon le MINATD, « la mutualisation des ressources est de nature à permettre aux communes de valoriser leur potentialité ».

C'est pourquoi le MINATD recommande une reproduction du modèle du SACO dans les autres régions du pays. Une initiative en droite ligne des missions de l'association Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC) l'instance faîtière des élus locaux du Cameroun. Emile Andze Andze, le président national de CVUC a indiqué que le SACO est un service que l'antenne régionale de l'Ouest rend à ses membres afin de relever les défis que pose le développement local des collectivités camerounaises. Ce d'autant plus qu'à la lecture du Document de

Stratégie pour la Croissance et l'Emploi, des résultats sont attendus du processus de décentralisation. Ce document qui se présente comme la boussole de l'économie camerounaise depuis 2009 place les communes au centre du développement autocentré explique, M. Andze Andze.

>> La CAN 2019 à l'horizon

Occupant le peloton de tête en matière d'intercommunalité selon M. René Emmanuel Sadi, les organisateurs de la 3^{ème} édition du SACO ont déjà les regards rivés vers l'évènement sportif que le pays accueillera en 2019. C'est ainsi que pour l'exécutif municipal de Bandjoun il faut que la ville se modernise par l'extension du réseau électrique et routier. Mais aussi par la mise en œuvre du projet des cités municipales. En toile de fond, il est question de présenter un potentiel permettant à la ville de Bandjoun, d'être un pôle d'accueil pour les supporters qui viendront à la Coupe d'Afrique des Nations de football 2019.

Une perspective qui fait l'unanimité dans la région de l'Ouest. Les maires ont entrepris une mutualisation d'énergies à Bafoussam, la capitale régionale qui abrite l'un des stades susceptibles d'accueillir des matchs de la compétition. Les 40 maires ont signé un partenariat avec l'Etat en vue de la construction d'un hôtel quatre étoiles, annonce Charles Djado, maire de la commune de Banwa et Secrétaire général des CVUC Ouest.

L'établissement hôtelier va s'étendre sur une superficie de 5 000 mètres carré mis à disposition par l'Etat. L'infrastructure sera livrée avant 2019.

Le Secrétaire général de CVUC-Ouest a aussi présenté le potentiel de la région de l'Ouest dans le domaine de la gouvernance et de la recherche universitaire. Il a cité, à titre de rappel, le prix décerné par l'ONU à la commune de Bangangté dans le service public de l'eau. Mais la plus récente distinction vient du monde de la recherche avec l'université de Dschang qui se présente, selon certaines sources, comme la première université d'Afrique francophone. L'université des Montagnes apparaît aussi comme un cadre de recherches suffisamment porteur pour l'ensemble de la région de l'Ouest.

Au regard de tout ce potentiel, le Secrétaire général de CVUC-Ouest est allé puiser dans l'histoire politique des années 1990 pour rappeler la place de la région de l'Ouest dans le développement du Cameroun. « *Le Cameroun se fera avec l'Ouest ou ne se fera pas* ». C'est par cette déclaration du Président de la République du Cameroun, Son Excellence Paul Biya, à Bafoussam en 1992 qu'il a clos son propos devant les autorités administratives, politiques et dignitaires traditionnels réunis dans la somptueuse salle des conférences de la mairie de Bandjoun inaugurée il y a trois ans lors de la 2^{ème} édition du SACO. ♦

Le SACO 2015 en images



Coupure du ruban par le MINATD



Plénière inaugurale du MINATD



Le CN prête à accueillir le MINATD



La culture au rendez-vous



Signature des conventions REDD+



Exposés en salle



Le MINATD dans le stand du PNDP



Le DG CRTV découvre le PCD



Descente à la décharge municipale (Dschang)



Partage d'expériences à Dschang



A la Radio communautaire de Bafoussam 2^e



Signature des conventions Radios

Le SACO 2015 en images



Les maires attentifs



Adduction d'eau à Meka'a - Dschang



Exposé thématique à Pété-Bandjoun

BIENVENUE AU SALON DES COMMUNES
DEPUIS 10 ANS, LE PNDP TRAVAILLE SUR LE POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT D



Exposé du DGA API



Visite du Musée des Civilisations



Photo de famille à Dschang



Réalisations PNDP en images



Une vue du stand PNDP



Le MINATD félicite Mme Nga

DE L'OUEST (SACO) 2015
ES COMMUNES DE L'OUEST ET DU RESTE DU CAMEROUN

02 - 12 avril 2015
Pété-Bandjoun



Le MINATD échange avec le CN pendant la signature du Livre d'Or



Emission TV « Gouvernance Locale »



Exposé sur la radio communautaire



Les maires à la décharge de Dschang

L'appel à l'investissement privé



*René Emmanuel Sadi,
le Ministre de
l'Administration
Territoriale et de la
Décentralisation a fixé
les nouveaux défis de
la décentralisation au
Cameroun lors de la
plénière inaugurale du
SACO 2015.*

Après les civilités d'usage lors de la cérémonie d'ouverture du Salon des Communes de l'Ouest, René Emmanuel Sadi, Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MINATD) a délivré une leçon sur les nouveaux défis pour les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) afin de financer les potentialités de développement de la région de l'Ouest. Partant des observations de terrain, M. Sadi a regretté le déficit de ressources financières dans les communes camerounaises. Il a reconnu que l'ensemble des communes comptent sur la mobilisation des ressources internes pour assurer le développement de leurs territoires locaux. Les financements viennent du Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale, du Programme National de

Développement Participatif, du transfert des ressources dans le cadre du transfert des compétences, de la Dotation générale de la décentralisation mais aussi de la coopération décentralisée et du concours financiers des bailleurs de fonds.

Une source de financement qui ne comble sans doute pas les attentes des élus locaux. Le MINATD est aussi revenu sur la question des ressources humaines où l'on observe un déficit dans les CTD. Les esquisses de solution à ces manquements sont entamées par un « toilettage des textes » dira René Emmanuel Sadi. Cette activité vise l'amélioration du mode de fonctionnement des communes.

Une autre solution proposée par le Ministre René Emmanuel Sadi est la mise en place d'une plateforme de

collaboration entre le secteur privé et les communes. Le but étant de lever les obstacles d'accès des communes aux crédits dans les banques.

À cela, il a souligné l'importance d'une collaboration entre les communes et les institutions de recherches et universitaires. C'est le bien-fondé de la réforme annoncée du Centre de Formation en Administration Municipale, rassure le MINATD. Mais l'innovation majeure annoncée dans la marche vers la décentralisation complète concerne le parachèvement de la stratégie nationale de la décentralisation. Une occasion pour corriger les multiples dysfonctionnements observés notamment la soutenabilité de la dette des communes dans la planification du développement local. ♦



PNDP III

Stakes and prospects unveiled

During the third edition of the Fair of Municipalities in the West region, the National Community-Driven Development Program (PNDP) presented an outline of how it will work in the country's decentralized territorial units.

PNDP will henceforth, in the discharge of its duties, include municipalities found in the urban parts of Cameroon. When the third phase of the program begins in the coming months, 31 new municipalities will have the chance to initiate and execute projects in partnership with PNDP. The upcoming phase is distinct in that it will go beyond the achievements of the previous phases. This explains why Marie Madeleine Nga, the National Coordinator laid stress on the development of local economies in the nation's decentralized territorial units.

The true potential of each municipality will play an important role in determining how its projects will be funded. That is why it is incumbent on all of the country's 360 municipalities to have Communal Development Plans. These planning tools were updated in the first set of municipalities which partnered with PNDP. This coverage of the entire country also takes aspects linked to the promotion of local governance into account. Thanks to the system put in place by the previous phases of the program, municipalities

were provided with the SIM_ba accounting and budget management software, the fruit of a partnership between PNDP and the International Association of Francophone Mayors (AIMF). The ministry of Finance has propped the initiative which has gone full swing in 329 municipalities.

>> People come first

To have a bird's eye view of how funding it provides to community development is used, PNDP has set up a digital platform, the "Citizen Reporting Card" or "SCORECARD" which enables grassroots people to assess service delivery in their municipalities. The pilot phase took place in 2014 in 10 municipalities picked from each of the ten regions of the country. The new approach that will come with PNDP III will go a step further to cater to people in municipalities found in crises zones. The program's goal is to promote the Labour-Intensive Approach in such municipalities by making use of their unused manpower.

During this year's edition of the Fair of Municipalities in the West Region, PNDP informed local government

officials of what it seeks to achieve this year. 2015 which will serve as a transition into the third phase will be characterized by funding from France under the debt cancellation and development contract (C2D). The improvement of communication and information flows within municipalities will be one of the major areas to be funded. PNDP, with C2D funding, will embark on the construction of community radio stations in 12 localities. 13 other already existing community radio stations will receive support under the project. Apart from the afore mentioned, PNDP will continue bankrolling small-scale projects and carrying out a wide array of trainings on decentralization and community development. Environmental protection will not be left out. The pilot phase of the REDD+ strategy will be accorded more attention through the implementation of five grassroots projects. The program will also actively be engaged in developing the agricultural sector. This development vision which is steadily moving towards completion is in line with solving the problem of limited financial resources in Cameroon's decentralized territorial units. ♦

FEICOM

De nouveaux produits pour financer le développement local

Le Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM) a organisé le 8 avril 2015 une rencontre d'information des maires sur ses nouveaux outils de financement lors du 3^{ème} Salon des Communes de l'Ouest (SACO).

Durant toute la journée du 8 avril 2015, l'équipe du FEICOM, conduite par son Directeur Général, M. Phillippe Camille Akoa, a échangé avec les 40 élus locaux de la région de l'Ouest. Le but était de présenter les nouveaux produits financiers de la structure qui a célébré ses quarante ans d'existence en décembre 2014. Selon le Directeur Général du FEICOM, ces nouveaux outils découlent d'une profonde réflexion sur le fonctionnement de l'organisme des avis des maires et d'autres partenaires, recueillis lors de différentes activités d'écoute-clients conduites par le FEICOM.

Ces offres ont été présentées par Suzanne Ngane, directeur du Suivi et du Contrôle des Investissements. A FEICOM, les maires devront s'habituer aux produits INTERCOM et METROPOLE. Le premier s'inscrit dans le souci de prendre en compte la notion d'intercommunalité dans les outils de financement. Il concerne donc tout projet initié par un syndicat de Communes ou tout autre regroupement des Communes ayant une existence légale. Un montant n'excédant pas 10% de son budget d'investissement est alloué annuellement à ce programme par le FEICOM.

L'offre METROPOLE est une ligne de crédit mise en place en vue

d'accorder des facilités de caisse aux Communautés Urbaines et Communes. Est éligible à l'offre METROPOLE, toute communauté urbaine ou commune dont le montant annuel du projet est égal ou supérieur à 300 millions de FCFA. Aucune communauté urbaine ou commune ne peut, sauf dérogation du Président du Conseil d'Administration, bénéficier de plus du tiers de cette ligne dont le montant par exercice est plafonné à trois milliards de FCFA.

À ces nouveaux outils, le FEICOM a procédé à un rappel sur le Programme d'Assistance aux Communes à Revenu Faible (PACARF). Le but de ce programme est de garantir l'accessibilité de toutes les Communes aux financements du FEICOM et assurer un développement économique local harmonieux. Pour les communes à fort potentiel, M. Jean Aloïse Biwolé, Directeur de l'Ingénierie des Projets et du Développement Local a présenté le Cadre Particulier d'Investissement pour les Communautés Urbaines et les Communes à Fort Potentiel (CAPIC). Autre outil qui a la particularité de financer des projets présentés par les collectivités indépendamment de leur capacité d'endettement basée sur les Centimes Additionnels Communaux et autres Impôts soumis à péréquation centralisé au FEICOM.

>>> L'Ouest en tête des financements

Le CAPIC entend répondre aux besoins spécifiques des collectivités locales dont les potentialités économiques sont avérées dans les domaines agricoles, miniers, industriels, marchands, touristiques, etc. Il intègre aussi les opportunités de développement urbain étroitement orientées aux dynamiques locales en matière de transport, infrastructures marchandes, logement... selon les responsables du FEICOM. Ces innovations visent à accroître le niveau de consommation des crédits disponibles mais aussi d'améliorer considérablement les conditions de vie des populations locales.

Pour le cas spécifique de la région de l'Ouest, le Directeur Général a indiqué que les 40 communes ont bénéficié d'un financement de 364 projets pour un coût global de plus de 19 milliards FCFA depuis 1980. Dans une comparaison avec les autres régions, en 2014, l'Ouest est classée première en matière d'investissement avec 11% de l'enveloppement global du FEICOM. Le siège régional sera d'ailleurs achevé dans les prochains jours. ♦

Développement urbain

La modernisation des villes incombe aux maires

Le 10 avril 2015, Jean Claude Mbwentchou, Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU) a tenu à relever le rôle des élus locaux dans l'amélioration des conditions de vie des populations.



Jean Claude Mbwentchou, Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain a préféré parler de ce qui ne marche pas dans le secteur du développement urbain au sein des Collectivités Territoriales Décentralisées de l'ensemble du pays. Pour le MINHDU, les résultats des transferts de compétences restent mitigés. Ce qui est le résultat d'une urbanisation galopante et anarchique dans les villes et campagnes. En effet, les statistiques montrent un taux d'urbanisation de 52% en 2010 alors que depuis 2007, le Cameroun est envahi à 67% par les bidonvilles.

Au regard de ces estimations d'ONU-HABITAT, « *il faut faire quelque chose* », souligne avec force le MINHDU. Il relève d'ailleurs que cette interpellation concerne les 360 communes et les 14 communautés urbaines. Ces entités de la décentralisation et du développement local connaissent de nombreux problèmes. À commencer par l'absence de planification urbaine, l'insuffisance des ressources humaines et financières, l'absence de budgets communaux en matière d'urbanisme et d'habitat, le manque de sécurisation des réserves foncières. À cela s'ajoutent le laxisme et la corruption. Dès le début des transferts des ressources financières aux communes, le MINHDU a transféré

1,3 milliard FCFA en 2011. Ce taux se situe aujourd'hui à 2,7 milliards de FCFA, selon Jean Claude Mbwentchou. Ces ressources sont orientées pour l'amélioration des voiries de terre et les Plans Directeurs d'Urbanisme. Mais suivant les évaluations internes au MINHDU, « *ces fonds n'ont pas produit les résultats escomptés* ». De façon qualitative, moins de 30% de documents de planification ont été exécutés. Pour le Ministre, ces résultats traduisent la faiblesse de compétences techniques.

Mais le chef du département ministériel en charge de l'Habitat et du Développement Urbain regrette aussi l'attitude des maires au lendemain de la signature de la convention cadre entre le Crédit Foncier du Cameroun et le Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale en 2013. Cette stratégie offre l'opportunité aux élus de construire des cités municipales dans leurs localités.

Au terme de l'appel à candidature, seules huit communes ont présenté des candidatures pour la construction des cités municipales. « *De l'argent dort dans les caisses depuis deux ans* », regrette le MINHDU. La ligne de crédit est de 10 milliards de FCFA. C'est pourquoi, il appelle les maires à monter des projets bancables et profiter de la coopération

internationale bilatérale initiée par l'Etat, de la coopération décentralisée, mais aussi de l'intercommunalité.

Pour la réussite d'une telle initiative, Jean Claude Mbwentchou demande aux maires de s'attacher les services des experts dans les domaines de l'urbanisme et de l'aménagement urbain. Face aux maires de la région de l'Ouest, principaux organisateurs du SACO 2015, il a indiqué que les bons élèves sont les communes de Bandjoun, Foumban, Dschang et Bafoussam 1^{er}. Les 36 autres communes doivent alors systématiser le document de planification urbaine en invitant les experts : économistes, urbanistes, aménageurs, architectes, environnementalistes dans les stratégies visant à évaluer le potentiel économique et l'attractivité de leur ville.

Dans le volet investissement, le MINHDU recommande de s'inspirer du Plan Communal de Développement pour l'établissement de leur planification urbaine. Il faut qu'on sache que dans un plan, il y a un lac à développer, qu'on ne viendra pas construire une usine à ce lieu. C'est le rôle des spécialistes, explique Jean Claude Mbwentchou. À défaut d'un document de planification, il est possible d'établir des Plans d'Occupation des sols qui sont plus réduits et qui présentent l'avenir d'une ville. ♦

Financement du développement local

L'API s'ouvre aux communes

L'Agence de Promotion des Investissements (API) du Cameroun, créée en 2005, a présenté des modalités de financements innovants au cours du Salon des Communes de l'Ouest 2015.



Sa mise en fonction coïncide avec le début des transferts des compétences aux communes en 2010. Cinq ans après, l'API a présenté ses missions aux élus locaux présents dans la région de l'Ouest en Avril 2015. Le Directeur Général Adjoint a souligné que cette institution a la charge d'attirer les investisseurs de toute nature au Cameroun. Séance tenante, il a annoncé l'opportunité offerte par les investisseurs espagnols dans le domaine des logements sociaux. Un secteur dans lequel les communes rencontrent des problèmes de financement à l'échelle nationale.

Pour améliorer cette situation, le Directeur Général Adjoint de l'API a sensibilisé l'assistance sur les avantages de la loi d'incitation sur l'investissement promulguée en avril 2013. À titre illustratif, il

a indiqué que depuis l'insertion de cette loi dans l'arsenal juridique national, 30 opérateurs économiques ont tiré avantage de la souplesse des conditions en matière d'investissement.

...30 opérateurs économiques ont tiré avantage de la souplesse des conditions en matière d'investissement ...

Elles concernent les exonérations douanières et fiscales durant la première année d'installation d'une unité industrielle au Cameroun. La loi d'incitation à l'investissement permet aussi une exonération d'impôts durant les cinq premières

années d'installation. Cette volonté d'amélioration du climat des affaires va plus loin en offrant l'opportunité à un investisseur de bénéficier d'une réduction d'impôt de l'ordre de 25 à 30% durant les dix ans marquant la période d'installation.

Compte tenu de tous ces avantages, le Directeur Général Adjoint de l'API a informé les maires de l'ouverture d'un guichet spécifique à leurs besoins à Yaoundé. Une plateforme de collaboration entre les différentes parties prenantes a aussi été annoncée, afin de faciliter l'accès au financement privé dans les communes. Pour assurer le succès de ces stratégies, l'API a relevé l'importance de l'intercommunalité et de l'implication des investisseurs nationaux aux côtés des étrangers dans les territoires locaux du Cameroun. ♦

Sustainable development

Parties seal collaboration deals

The conventions set the stage for PNDP's REDD+ component to roll out a series of pilot projects in the green economy sector championed by grassroots people to engender development.

On the sidelines of the Fair of Municipalities in the West region, PNDP signed conventions on April 6 in Mbouo, Bandjoun with municipalities that are qualified to be part of its REDD+ component. It should be recalled that PNDP received funding to put in place a REDD+ component which will begin with five communal pilot projects submitted by municipalities or groups of municipalities.

Two projects were chosen from each of the country's five agro-ecological zones ; monomodal humid forest areas, bimodal humid forest areas, the highlands, the Sudano-Sahelian zones and the guinea savannah zone. The municipalities which signed the convention with PNDP include Lagdo, Pitoa, Nyambaka, Meiganga, Ekondo-Titi, Tiko, Kumbo and Yoko. Bangangte, Bana and Bangou signed as a group while Belabo, Doume and Diang did same.

Within this pilot phase, Local Support Organisations will be engaged to carry out feasibility studies which will inform the creation of Project Idea Notes (PINs). These will help in the formulation of project documents which must meet international standards, before they are forwarded to the REDD+ national coordination centre.

According to the FAO, thirty percent of the earth's surface is covered by forests which not only consume carbon during their lifecycles but diminish as a result of degradation and deforestation. The pristine state of forests is thus an asset in the fight against climate change, on the condition that steps are taken to keep the factors which trim forest cover in check.

As PNDP's socio-environmental expert explains, the international community rewards efforts made to limit pressures on the world's

forests which in turn reduce the emission of greenhouse gases.

The objective of PNDP's REDD+ component is to arrest these emissions within delimited zones which municipalities are required to set aside like community forests, mangrove forests and reserves. As a result areas that will be touched by the project are mapped out. This initiative will ultimately reveal that because certain measures were taken in these zones, pressures on natural resources were cut to the barest minimum.

The ability to display this will lead to the acquisition of certain fallouts at both the national and international levels. Of the ten Project Idea Notes (PINs) formulated during the pilot phase of this project, only five will be financed given the available funds. ♦





Community Radio Stations

Local government to hit the airwaves soon

PNDP continues to hold its own end of the bargain after signing conventions with municipalities where it will either create community radio stations or refurbish existing ones.

The event was highly-awaited by municipalities that will benefit from PNDP's community radios subproject. On April 6 in Bandjoun, the twelve expectant mayors signed conventions with PNDP. The municipalities concerned are Alou, Angossas, Atok, Bangem, Endom, Galim-Tignere, Magba, Messondo, Mvangan, Nkor, Olamze, Pitoa and Wum. The project which has received invaluable support from the French Development Agency (AFD) has got two components.

One concerns the rehabilitation of 13 existing community radio stations while the other provides

for the creation of 12 other new ones for some municipalities. After the project was initiated and the beneficiary municipalities chosen, the implementation phase kicked off with the putting in place of baseline references for community radio stations in Cameroon by consultants. The meeting of all the mayors of the beneficiary Councils tied the final knots and bolts to the deal with the creation of follow up commissions and field visits which assessed the worthiness of the sites and infrastructure that will host the radio stations.

During the Bandjoun meeting, progress of work to bring

infrastructure that will host the radios to standard was evaluated in the presence of the mayors who are the leading custodians of the project in their respective municipalities. The local government officials gave assurances and made commitments to speed up the standardization work after which bidding will be opened for the procurement of equipment.

The desire and determination exhibited by these mayors for radio stations to be created in their communities proves that PNDP's strategy, with C2D funding, to promote local governance through radio signals is a salutary one. ♦

Coopération décentralisée

L'expérience qui vient de Dschang

Le PNDP a donné à voir de près les retombées de l'action internationale de la commune de Dschang. Une phase édifiante pour les 26 maires invités à l'occasion du Salon des Communes de l'Ouest.

En marge des cérémonies marquant le déroulement du Salon des Communes de l'Ouest pour l'édition 2015, le PNDP a invité une vingtaine de maires dans la ville de Dschang, afin de leur faire partager la riche expérience de cette commune. Impliqués dans la mise en œuvre des projets radios communautaires et REDD+ du PNDP, ces édiles ont été amenés à toucher du doigt les résultats obtenus par une commune de l'Ouest dans le cadre de la coopération décentralisée. Le Coordonnateur National du PNDP introduisant les maires visiteurs, s'est réjoui de la bienveillance de la commune de Dschang pour ce partage.

Elle a dit voir dans ce voyage d'échanges, la manifestation de ce que doit être l'intercommunalité. Et de poursuivre qu'il s'agit d'un « *partage d'expériences, d'échanges d'informations et de connaissances pour s'enrichir mutuellement et pour faire avancer le mouvement communal, mieux le processus de décentralisation et le développement local au Cameroun.* »

En remerciant l'assistance pour l'honneur fait à la commune, un dimanche, le maire de Dschang a introduit les différentes présentations faites respectivement par Ndongson Barthelemy, Tegomo Olivier, Mekui Georges Modeste, Sagne Moumbe Joel. Cinq points ont ponctué ces échanges : une brève présentation de la commune de Dschang, la recherche

de partenariats à travers la coopération Nantes-Dschang, le fonctionnement de l'Office Communal du Tourisme de la ville, celui de l'Agence Municipale de l'Eau et de l'Energie, la politique communale en matière de gestion des ordures ménagères.

... Dschang a signé avec la commune de Mouanko dans le Littoral un pacte d'entraide et d'amitié en 2012 ...

Forte de ses 220 000 habitants réparties sur une superficie de 267 km², cette ville de montagne, qui culmine à 1400 m d'altitude, ville agricole, culturelle et universitaire avec ses 35 000 étudiants, a des partenaires qui viennent des villes de Nantes et Villedieu en France, Vasanello en Italie, Amaga à Haiti et Kindia en Guinée Conakry. D'autres sont des organisations non gouvernementales.

Comment passer sous silence la collaboration avec Electricité Sans Frontières de France ou encore l'Agence de l'Eau Loire Bretagne. Côté camerounais, c'est également une dynamique de coopération intense qui

anime la commune de Dschang, car à côté des relations fructueuses avec l'Etat et ses démembrements à l'instar du PNDP, Dschang a signé avec la commune de Mouanko dans le Littoral, un pacte d'entraide et d'amitié en 2012.

Elle a également participé au festival de Guider, sur invitation de la Commune de Guider en 2013. Son dynamisme lui vaut de recevoir régulièrement la visite des communes de certains pays de l'Afrique de l'Ouest, à l'instar de la Côte d'Ivoire pour parler de la mission la plus récente. Des nombreux projets de la commune, on pourrait citer le projet DANK qui porte sur le renforcement des capacités et l'accompagnement de l'agence municipale de l'eau et de l'énergie, sur un financement de Nantes métropole qui va de 2013 à 2016.

Depuis 2012, le projet de gestion des déchets est sous financement de la région Nord de France et l'association ELANS. On cite aussi le projet de compostage financé par l'IUCN et du FEM à travers l'ONG ERA-Cameroun ; l'aménagement des points d'eau potable dans la commune en 2008 et 2014 sur financement de l'AIMF, le projet sur la valorisation des déchets en cours de financement de l'Union Européenne avec la participation de Gevalor, ERA-Cameroun, Nantes-métropole ; ou encore le programme d'échanges d'expériences Sud-Sud en cours sur financement de Wop-Africa. ♦

Le coup de balai de Dschang



Autre projet novateur qui fait la fierté de la commune de Dschang : la transformation des déchets en source de revenus. Une retombée du partenariat avec des organismes nationaux et étrangers.



Comment peut-on à Dschang, au regard de la quantité des ordures produites, assainir l'environnement ? » tel est l'une

des questions qu'un comité de pilotage mis sur pied par la mairie de Dschang s'est posée il y a quelques années. De ce questionnement et d'autres stratégies, est né le projet visant à doter la ville d'une décharge municipale contrôlée.

Celle-ci a été construite à Siteu dans le cadre du projet URBA-CAM financé par Nantes Métropole à la demande de la mairie en 2008. Le processus a démarré par la caractérisation des déchets de la ville, réalisée simultanément par ERA-Cameroun et l'association ELANS à travers AQUASSISTANCE en 2007 et 2008. La même année, la Commune a reçu de Nantes-Metropole un camion BOM pour la collecte des ordures, en 2010, elle recevait à travers les ONG ERA et CEFREPADE un financement de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et du Fonds Mondial pour l'environnement (FEM) pour la mise en place de l'unité artisanale de compostage des ordures ménagères au village Ngui.

En 2011, grâce à l'association ELANS, elle obtenait auprès de la Région du Nord de la France une subvention pour la mise sur pied d'un projet de gestion des déchets. Depuis juin 2012, la commune de Dschang a été retenue parmi les 6 villes africaines susceptible de rentrer dans le projet AFRICOMPOST de GEVALOR et GOODPLANET et ceci afin de bénéficier du crédit carbone.

Selon le Coordonnateur du projet de compostage, le processus consiste dans un premier temps à faire le tri par la séparation des matières qui n'entrent pas dans le compostage. Il s'agit des matières non biodégradables et les métaux lourds, à l'instar des piles, des huiles des garagistes, des restes de médicaments. Une fois cette épuration faite, la matière végétale est disposée en tas. 48 heures plus tard, le tas est ensuite soumis à un rythme de retournement au 5^e, 10^e, 15^e, 21^e et 29^e jour. Ce qui donne 5 retournements pour un tas en 29 jours. Au bout du retournement, le tas rentre dans une période dite de fermentation qui dure deux mois et permet une dégradation complète des déchets. Après dégradation, la

matière est séchée. Pendant le séchage, les mottes qui se sont formées sont cassées pour passer au tamisage : c'est le compost. Le compost est finalement mis dans les sacs de 50 kilos, pesé et mis à la disposition des clients.

Cette opération a permis une amélioration de la production agricole à travers l'utilisation du compost comme engrais. Sur le plan environnemental, on note une collecte régulière des ordures et une amélioration de la fertilité des sols. La quantité de déchets collectés pendant 15 mois, de juin 2013 à août 2014 fait état de 1152,41 tonnes de déchets collectés, soit 99 camions, 2816 poussettes et 873 tricycles d'ordures qui sont rentrés dans le site pour une moyenne de 76,82 tonnes par mois.

En outre, il est à relever que le compost de Dschang présente une valeur agronomique élevée qui a par exemple donné les meilleurs rendements pour le haricot vert avec une combinaison de 75% compost (10 t/ha) et 25% fiente de poule (5 t/ha). Un autre projet qui fait honneur à la commune de Dschang. ♦



Anague, chef d'équipe COMPOST

Je travaille quotidiennement avec 15 personnes. Il s'agit pour nous de collecter les ordures ménagères et de les composter. Nous avons deux équipes, une chargée de la collecte des ordures, qui dès l'arrivée le matin prend les tricycles pour faire le tour des quartiers. Ces ordures sont acheminées vers une autre équipe chargée de composter, c'est-à-dire de soumettre les déchets à un processus de dégradation très rapide pour avoir du compost qui est un engrais écologique.



Musée des civilisations

L'attraction culturelle de Dschang

Le musée des civilisations est le fruit de la coopération entre la ville de Dschang et celle de Nantes. Il s'agit selon le conservateur du musée, d'un centre d'interprétation qui présente le Cameroun dans son ensemble.

Au musée, l'histoire du Cameroun se subdivise en deux sous thématiques. L'archéologie et l'histoire contemporaine qui permettent respectivement de savoir d'où viennent les Camerounais et de comprendre les évolutions dans les quatre grandes aires culturelles du Cameroun que sont : l'aire Fang-Beti-Bulu ; l'aire Soudano-Sahélienne ; l'aire Sawa et l'aire des peuples des Grassfields.

D'une superficie de 1200 m², le musée des civilisations de Dschang présente plus de 300 objets représentant les attributs des 10 régions du Cameroun et une vingtaine de diaporama. L'architecture du bâtiment est le reflet du Cameroun en un seul lieu. Dans la cour, quatre symboles illustrés sur les façades. Le 1^{er}, l'araignée, renvoie à la

connaissance, au savoir des populations des grassfields. Le second symbole est celui de l'éléphant. Signe de stabilité, l'animal est aussi selon la mythologie, source de pluie et de richesse agraire dans la région. La femme dont le rôle dans la continuité de la vie et le maintien des valeurs sociales est important, occupe aussi une place de choix et est représentée par le 3^e symbole. Le 4^e symbole est celui du buffle qui marque la force, la puissance, mais aussi la virilité des grassfields.

A l'intérieur du musée, le temps suspend son vol pendant les deux heures que dure la visite. Après avoir abordé le 1^{er} thème qui permet de retracer l'histoire du Cameroun avant l'ère contemporaine, le visiteur se laisse guider, porter, bercer par les sonorités historiques des régions du Cameroun. Une variété et

une diversité d'objets saisissantes. On retrouve, entre autres, les bottes des premiers tirailleurs, le costume porté par un chef traditionnel il y a plus d'un siècle, des poteries centenaires etc. Autre particularité et non des moindres, l'agencement même au sein du musée. L'exposition est disposée jusqu'au 2^e étage en fonction de la position géographique des régions. Ainsi, plus on monte, plus on se rapproche des régions de la partie septentrionale du pays. Une telle disposition fait de ce lieu un passage incontournable pour qui s'arrête dans la région de l'Ouest.

Nul doute que l'émerveillement qu'on a pu observer sur les visages des maires invités par le PNDP suscitera une saine émulation et l'envie de développer le potentiel touristique de chacune de leurs communes. ♦

Tourisme

Dschang : destination de référence

*Une structure autonome permet d'attirer de nombreux touristes dans la commune.
Son fonctionnement a été présenté aux maires invités par le PNDP*

Créé en 1998, l'Office du Tourisme de Dschang est un établissement public communal qui intervient dans le cadre de la coopération Nantes-Dschang avec pour objectif la mise en valeur du potentiel touristique de la commune. D'après la Cellule de communication de la mairie de Dschang, il faut retourner deux ans en arrière pour comprendre les origines de cette coopération. C'est en 1996 que la ville commence à mener un vaste projet de développement axé sur la culture et le développement de l'écotourisme.

La première activité était centrée sur l'aménagement du lac municipal. 19 ans plus tard, outre le lac municipal, la ville compte une base nautique, infrastructure à caractère sportif créée en 2006, un musée des civilisations,

véritable joyau de la culture et vivier de l'histoire du Cameroun, un centre artisanal et un jardin botanique. Les radiations positives de ce projet touchent à la fois les zones urbaines et rurales.

A l'actif de ce « *tout premier Office de Tourisme du Cameroun* » : la construction et l'appui au fonctionnement des cases d'hôtes du village Keleng et de la chefferie Foto ; la structuration du secteur du tourisme par l'identification des différentes filières, la création des collèges d'acteurs et l'accompagnement de ces derniers ; la participation à la mise en œuvre du programme Route des chefferies dont le Musée des civilisations est l'un des produits. Cette structure qui, depuis décembre 2012, a signé une convention de collaboration avec l'Office de Tourisme de Guider,

porte le projet de développement touristique de la ville de Dschang et ses missions sont en cohérence avec le Plan Communal de Développement (PCD) élaboré avec l'appui du PNDP. Les axes majeurs de fonctionnement de l'Office tournent autour de l'accueil et l'information touristique, l'accompagnement des acteurs touristiques locaux, l'identification du potentiel touristique et la suggestion d'aménagements viables.

A l'aune des grands défis liés à l'augmentation du nombre de touristes et au développement du potentiel touristique énorme de nos municipalités consigné dans les PCD, c'est un truisme que d'inviter les autres Collectivités Territoriales Décentralisées à copier un tel exemple. ♦



Radios communautaires

Bafoussam 2^e ouvre son studio aux maires

Dans le foisonnement des activités organisées par le Programme National de Développement Participatif (PNDP), la commune de Bafoussam 2^e a constitué une étape importante pour les maires impliqués dans le projet radios communautaires du PNDP.

Le 7 avril 2015 en marge du SACO, 12 maires bénéficiaires du projet radios communautaires ont été conviés à visiter les locaux de la radio communautaire de la commune de Bafoussam 2^e. Il s'agissait pour le PNDP, de permettre aux maires de toucher du doigt les réalités d'une radio portée par une commune.

Après les souhaits de bienvenue du maire de céans, Emmanuel Tagne Ngueko, les invités ont été édifiés sur les enjeux et le processus de mise en place de la radio à Bafoussam 2^e. L'on apprendra que la création de la radio a été motivée par le déficit d'informations de la population sur les actions menées par la mairie. La radio communautaire de Bafoussam 2^e qui est le fruit de la coopération entre la commune de Bafoussam 2^e et l'Union Européenne, naît d'un projet de gouvernance élaboré avec pour objectif d'améliorer la gouvernance en renforçant le dialogue et la communication entre les acteurs de

développement. Les objectifs principaux visaient à créer les conditions propices à la circulation de l'information et aux échanges d'expériences intra et inter communautaires, appuyer et accompagner les activités de développement socio-économique au niveau des localités que la radio dessert, promouvoir l'utilisation des langues locales dans le processus de développement local. Mais on retiendra qu'au-delà de tous ces objectifs, il est question d'informer, éduquer et divertir. La radio a à sa tête un Comité de Gestion représentatif des groupes socioprofessionnels de la commune. C'est l'instance décisionnelle. La grille des programmes prévoit des espaces de diffusion d'émissions en langues locales, tout autant qu'elle tient compte du calendrier journalier et saisonnier des populations portées vers l'agriculture.

S'agissant des difficultés, leur résolution nécessite la prise en charge des animateurs, la maîtrise de l'énergie

électrique et le paiement des factures élevées. La faible implication des cadres communaux dans la fourniture des contenus pour l'élaboration de la grille des programmes constitue également un problème de poids.

Les maires présents, de par leurs réactions nombreuses, ont été satisfaits de cette visite. Pour eux qui s'engagent dans un processus de mise en place de radios, se voir expliquer le chemin parcouru par Bafoussam 2^e leur permet de comprendre que les apports positifs d'une radio communautaire valent bien de surmonter les difficultés apparentes qu'on pourrait rencontrer.

Un point qui a été éclairci à Bafoussam c'est celui de la capacité de la commune à réserver un pourcentage de son budget aux charges générées par la radio. Mais de la bouche du maire de Bafoussam 2^e, c'est une dépense sans commune mesure avec les bénéfices tirés de l'exploitation de la radio. ♦



Dieudonné Daysal,
Maire d'Atok, Est

J'ai beaucoup appris des échanges. Merci au PNDP et à monsieur le maire de nous avoir accueillis dans sa commune, mais aussi de nous avoir présenté ce projet que nous voulons implémenter dans nos différentes communes. Ce n'est pas facile, mais c'est une tâche exaltante. La radio est un formidable outil de développement local. J'en parle, car dans une autre vie j'ai été journaliste. Je sais ce que la radio peut faire pour une localité en termes de développement, d'épanouissement sur les plans économique, social, environnemental.

Ils se sont exprimés

Le PNDD est avec
le Fricol un levier
majeur de notre politique
de décentralisation. Il effectue
un travail remarquable
qui reflète certainement dans
le stand. J'en félicite
la coordinatrice et
tout son personnel

Amadou
Keri SADI
NinATD
S.

Impressionnant bilan d'une
institution essentielle au développement
de nos collectivités de base.
Tous mes vœux pour des lauriers
plus abondants

Amadou
AMADOU VAMOUKE
DG/CEN
Bandjari le 4/4/2015

Bravo pour ce travail
illustré bien et
PNDD aux côtés
votre
S.

Livre



au SACO 2015...

Stand bien achalandé et bien fourni
Personnel disponible et apte à apporter des réponses
aux différents visiteurs dont nous même.
Le PNBP prouve une fois encore qu'il est au
niveau non seulement des Communes mais aussi
des populations et de autres acteurs du développe-
ment local. Nos encouragements

Ehienne Owono Owono
Directeur des Collectivités Territoriales
Décentralisées (DCT) / PNBP

Le PNBP, partenaire privilégié des Communes,
Mais avec la nouvelle formule des finances
locales, une seule Commune qui peut mobiliser
son Apport personnel peut s'arroger tous les
financements. En toute les communes n'ont
pas les mêmes capacités. Cette formule
est donc un peu défavorable aux communes
à faible capacité. Il faudrait en tenir
compte. Merci

Tsitsoel Mulu
Maire d'ANGOTRAS

OUM Amos
Maire de NGOC MAPUBI.

Le PNBP n'a plus rien à prouver. Sa présen-
ce et ses activités au SACO, confirment son
importance et son dynamisme auprès des
communes. Sa documentation une fois de plus
est aussi impressionnante, sa présence indispen-
sable. La satisfaction est grande.

Merci PNBP

OUM Amos.

4/4/2015
I humbly thank PNBP South West
Region and the National Coordinator in
particular for including amongst the muse-
to be part of experience sharing occasion
at SACO 2015 at Bangor
I wish to see it come to the
South West in the near future

Mbongo Alfred
Mayor Ekondo Titi - Ndian
Municipality

magifique stand, qui
impact très positif sur
des CTD. Félicitations!

Amos.

Réactions du SACO



Charles Nana

Maire de Bangou
« On a la certitude
que le PNDP
connait nos
problèmes »

Notre participation au SACO 2015 est double, d'abord comme co-organisateur en tant que commune de la région de l'Ouest, mais aussi nous sommes heureux d'être à côté des maires des autres régions du pays grâce à l'invitation du PNDP. Le PNDP nous a permis de voir l'expérience de la coopération décentralisée dans la commune de Dschang. C'est une bonne opportunité et si on ajoute le projet radios communautaires, nous avons la certitude que le PNDP connait les problèmes des communes du Cameroun. Le projet REDD+ nous offre aussi l'occasion de développer l'éco tourisme. A Batcha nous avons une haute forêt qu'il faut protéger et valoriser pour que la commune puisse avoir des ressources financières.



**Ousmanou
Aman Sa'Aly**

Maire de Pitoa
« Merci de nous
avoir invités au
SACO 2015 »

Un sentiment de satisfaction suite à l'invitation du PNDP au SACO 2015. Nous avons vu ce qui se fait à Dschang. Je ne savais pas qu'une commune pouvait aller au-delà de ce que je croyais. Nous allons les expérimenter dans notre commune. Avec la signature de la convention de création d'une radio communautaire dans notre commune c'est une bonne chose. C'est l'aboutissement d'un processus enclenché depuis 2013. Nous sommes le meilleur élève du PNDP et ce n'est pas par le projet radio que nous n'allons pas améliorer nos efforts de développement



**Mokondo
Daniel Ngande**

Mayor, Tiko
« It's an
experience that's
worth emulating. »

We saw the wonderfully rich culture of the people of the West and what their Councils can do. I am taking back with me to Tiko lessons learned from Dschang's rich experience in waste management, cooperation with both local and international partners and the value it has added to its tourist attractions. I will see how I can institute some of these in my municipality.



**Bessem Diana
Fotabong**

First Deputy
Mayor, Alou
I came to SACO
not knowing what
exactly to expect,

since it was a novelty for me.

But I was pleased to see firsthand that it is meant for Councils to help each other grow. The exchanges we had in Bandjoun and Dschang were very enriching. I have learnt a lot from them and I think I'll put the best practices to practice in my own municipality.



**Dieudonné
Mbouen**

Maire de Magba
Notre radio
s'appelle la « Voix
de la Plaine »

L'invitation du PNDP nous a permis de mener des activités parallèles au SACO. L'exemple de la commune de Dschang nous a beaucoup édifié. L'office du tourisme, la gestion des

déchets et surtout le service communal de l'eau sont des expériences que nous allons essayer de reproduire dans notre commune. C'est comme joindre la théorie aux actes. Notre radio la « Voix de la Plaine » que nous allons créer avec l'accompagnement du PNDP va nous permettre de sensibiliser les populations sur nos différentes initiatives. Nous remercions le PNDP pour la signature de la convention de la radio communautaire.



**Beaudelaire
Donfack,**

Maire de Dschang
Des personnels assez
qualifiés

Sur le plan de la gouvernance municipale, Dschang est aujourd'hui l'une des rares communes de la taille qui sur le plan des ressources humaines a des personnels assez qualifiés, assez compétents pour exercer les tâches qui sont les leurs et cela grâce à l'appui de Nantes, tant pour leur recrutement que pour le renforcement de leurs capacités.



Morgan Sauriou,

VSI Gevalor
Beaucoup de choses
faites

Affecté au projet compostage de la commune de Dschang aux cotés de ERA-Cameroun qui met en œuvre ce projet, je suis ici depuis un an et demi et j'ai pu remarquer beaucoup de choses faites grâce au partenariat Dschang-Nantes, notamment ce projet de compostage financé par le Programme Dank.



Assontia,
Président Comité
de Gestion Meka'a,
Dschang

Faible engouement des
populations.

Pour la pérennisation de l'ouvrage, nous avons prévu des abonnés privés et ceux qui puisent l'eau à la borne fontaine. Les premiers payent 200 FCFA/m³. Pour les autres, on a une formule à 500 FCFA/mois et par ménage ; tandis que les consommateurs occasionnels payent 20 FCFA pour un récipient de 20 litres. Au niveau des recettes, 35% doivent être réservés à l'Agence Municipale de l'Eau, 35% aux techniciens du réseau, 30% à la maintenance du réseau. La principale difficulté vient de la population qui n'a pas encore intégré la notion de participation.

Littoral

PNDP spreads the SIM_ba gospel to eight municipalities



The accounting software, over forty local government officials in the Littoral region agree, is a welcome novelty with a proven track record of bringing transparency into the running of local government business in other parts of Cameroon.

The accounting and budget management software package, SIM_ba, has continued to be hailed for peeling away layers of fuzzy book keeping in local governance since PNDP made its usage the norm in its partner-municipalities following an agreement with the International Association of Francophone Mayors (AIMF) signed on July 4, 2012.

In a weeklong seminar in Edea in April, the Littoral Regional Coordination Unit, in further pursuit of the Program's lofty resolve, trained 47 local government officials from eight municipalities in the region on the usage of the software package.

A key building block of the decentralization process, the training which spanned April 20 to 26 sought to seal loopholes stoking the flames of ills that stifle municipal growth like weaknesses in information flows, financial management glitches, including budgeting, treasury and debt management systems.

It was attended by key local government stakeholders like mayors, secretaries general of municipalities, municipal treasurers, council development officers and council finance officers. Commended, endorsed and recommended by

government, the SIM_ba software was conceived by the International Association of Francophone Mayors (AIMF) whose consultant played an active part in the skills transfer exercise.

The July 2004 decentralization law empowered municipalities to manage their financial resources and optimize their tax potentials. But the absence of a tool of SIM_ba's standing meant that the local government units could not effectively secure their own-source revenues. The introduction of the software package in the running of the local government business ensures traceability of budget lines, according to AIMF experts. This provides for better public service delivery since such funds which can easily be tracked, can still be ploughed back into development projects which would in turn make the municipality's purse heavier, they argue.

Opening the six-day workshop, the Divisional Officer for Sanaga and Maritime, Fritz Dikosso Seme, lauded PNDP for leading the charge in arming local government officials with skills needed to make the development process fluid.

The objectives of the capacity building workshop were to school participants

on the proper use of the SIM_ba software, how to type and save data in it, identify problems related to its use and come up with possible solutions to problems affecting its effective implementation.

Councils in some other parts of the country had already begun recording data related to the execution of last fiscal year's budget and drafted their 2015 budget. The eight municipalities in the Littoral region will move a step further.

Participants hailed the SIM_ba accounting software as the finest device through which council budgets and administrative accounts can be audited as spelt out by the Finance Law.

Littoral Regional Coordinator, Bekack Olivier Herman, said the software brings celerity in municipalities as it clearly defines the roles of every actor in the development process.

SIM_ba's traceability system ensures that accountability thrives because every stakeholder's action is recorded, he added.

The coming of SIM_ba, according to Mr. Bekack, shall equally put some major challenges to the decentralization process to rest. ♦

10^e anniversaire du PNDP

Le Littoral joue les prolongations à la prison de New-bell

La Cellule Régionale de Coordination du PNDP pour le Littoral a étendu la chaîne de solidarité qui a démarré à la Cellule Nationale de Coordination du PNDP.



L'année 2014 a été marquée par la célébration des 10 ans du Programme National de Développement Participatif (PNDP). Lancé en décembre 2004 pour accompagner les communes dans le processus de décentralisation et promouvoir le développement local, le PNDP a tenu à marquer un temps d'arrêt pour célébrer dix années d'un engagement constant auprès des communes. Ceci s'est traduit par la célébration dans les villes de Yaoundé et d'un ensemble d'activités.

S'inscrivant dans la logique d'extension des festivités de cette célébration à toutes les régions, le personnel du Programme s'est engagé à financer une action sociale en région. C'est ainsi que la Cellule de Coordination du PNDP pour le Littoral a porté son choix sur l'équipement d'un bâtiment de la prison centrale de New Bell en lits (20) et en matelas (40). Un geste de solidarité qui vise à améliorer les conditions de vie des prisonniers. La

cérémonie s'est tenue le 28 mai 2015. Selon le Coordonnateur Régional du PNDP, il s'agissait à travers ce geste, et dans la continuité de celui impulsé par la Cellule Nationale de Coordination, de contribuer à l'augmentation du nombre de lits de la prison, d'améliorer les conditions de détention des prisonniers, mais aussi de rendre fonctionnel un bâtiment nouvellement construit dans la prison.

Prenaient part à la cérémonie, présidée par le Préfet du Wouri, le maire de Douala 2^e, les délégués régionaux des Ministère de l'Economie, l'Aménagement et de la Planification du Territoire et des Affaires Sociales, le Régisseur de la Prison Centrale de Douala ainsi que les responsables de la Cellule Régionale du PNDP pour le Littoral.

Remerciant le PNDP pour ce geste de coeur, le porte parole des pensionnaires a promi qu'un bon usage sera fait de ce don. ♦



South

STADE-C2D assesses projects in Nyete



An official from the Technical Support Secretariat for the Implementation of the Debt Cancellation and Development Contract (STADE-C2D) on May 19, 2015 commended the speed with which work on the construction site of the Adjap commercial centre in Nyete is being executed. Mr. Ndzie Florent, the STADE-C2D official who follows up the contract's projects funded via PNDP, was visibly elated with developments on the centre worth some 40,764,553 FCFA.

Work which began on March 10, 2015 on the site on the exit of the

municipality towards Ebolowa was more than fifty percent complete. The project in a priority sector which upon completion will inevitably contribute to poverty reduction within Nyete is financed by the first phase of C2D funding for 2015. The commercial centre comprises a shed, a block of three latrines and a borehole equipped with a manually-operated pump.

The STADE-C2D official's entourage was made up of representatives from MINEPAT and the PNDP's Regional Coordination Unit for the South. ♦

South West

Thirteen ongoing projects funded to the tune of over 375,000,000 FCFA by the PNDP in eleven municipalities in the South West region came under review on June 8 in Limbe. The meeting steered by the Regional Coordinator for the South West and his team was attended by regional sector heads for MINMAP, MINTP, MINEPAT, MINEE, ARMP, mayors of the municipalities concerned as well as controllers and contractors of the ongoing projects. The meeting assessed execution rates, pointed out and analysed hurdles, made recommendations and devised roadmaps for every project. ♦



On June 9, the Muyuka Council began a 120-day countdown as work on the construction of a modern market in Yoke village was officially launched. The small-scale development project, eight stores and eight open sheds, will cost 33,078,695 FCFA all taxes included. At the launching those in attendance; MINEPAT officials, representatives from PNDP's South West Coordination Unit, the contractor, the controller, the Development Officer for Muyuka Council, the Chief of Yoke village and members of the project management committee, all agreed on key deadlines within the project's execution after a public presentation of the contract signed between PNDP, Muyuka Council and the contractor. The roles and responsibilities of all stakeholders involved in the execution of the project were outlined as well as the control and follow-up mechanism.

The same event also hosted training for the controller on his liaison with the contractor, the PNDP, the council and the committee overseeing the project's implementation. ♦

SIM_ba now used in all councils

An intensive training of local government officials has made its use the norm accross the region.

The North West Regional Coordination Unit (CRC-NW), in collaboration with the National Coordination Unit (CNC), successfully introduced the SIM_ba software to all 34 councils in the region after use of the accounting and budget management software package was initiated in the remaining 17 councils during a workshop from April 13 to 17, 2015 in Bambui.

The team of trainers was made up of two experts from the International Association of Francophone Mayors (AIMF) and facilitation of the workshop was done by the PNDP Regional team. Participants included 17 Mayors, 17 Secretaries General, 17 Municipal Treasurers and 17 Councils Finance Officers. They came from

the following councils: Ako, Andek, Balikumbat, Elak Oku, Fonfuka, Fundong, Furu-Awa, Mbengwi, Misaje, Njinikom, Nkor, Nkum, Santa, Tubah, Bamenda I, Bamenda II, and Bamenda III.

During the workshop, the SIM_ba software was installed in the computers of the councils, after which the Mayors and council staff received training on its use and importance in municipalities. The council expenditure framework was also evaluated in collaboration with the State treasury.

The opening ceremony was presided over by the Divisional Officer for Mezam in the presence of the Regional Delegate of MINEPAT. The training commenced with a presentation on

the council expenditure framework by a staff from the Regional Treasury Office.

This was followed by the installation of the SIM_ba software in the computers of the councils concerned by the International Association of Francophone Mayors (AIMF) experts. The rest of the time was spent on explanations and exercises on the practical use of the software. At the end of the workshop it was observed that all the objectives and expectations were completely achieved.

The AIMF experts were fully bilingual and their language capacity was one of the keys to the success of the workshop. ♦



La Commune de Bondjock veut son PCD

L'hôtel de ville de Bondjock a servi de cadre du 11 au 14 juin 2015 à l'atelier de planification communale visant à doter la commune, à brève échéance, d'un Plan Communal de Développement (PCD).



Présidée par le Sous-Préfet de Bondjock, représentant le Préfet du département du Nyong-et-Ekelle, la cérémonie a regroupé une bonne brochette d'acteurs. Il s'agit des sectoriels départementaux, des conseillers municipaux ; des responsables de la société civile ; du Comité de Pilotage (COPIL) ; des présidents des Comités de Concertation (CC) ; des chefs de villages ; des élites de la localité et de nombreux observateurs. Cette assise a eu lieu en présence du Sénateur Bell Luc René. Pendant trois jours, l'équipe du PNDP, venue assister et accompagner la commune dans le processus aura veillé à une restitution efficiente des travaux.

Un regard avisé qui a permis de s'assurer de la prise en compte des observations faites à l'Organisme d'Appui Local (OAL) lors de la conduite des diagnostics, à l'appui de la commune dans l'appropriation de l'élaboration de sa vision, d'un tableau des ressources mobilisables, d'un Plan d'Investissement Annuel (PIA) et d'un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT). Dans son propos liminaire,



*... les acteurs
présents ont
procédé à la
formulation de la vision
de développement de la
commune ...*

le Sous-Préfet a recommandé l'assiduité au travail pendant les trois jours.

De nombreux points auront été abordés au cours de cet atelier. La première journée a été consacrée à la constitution de six groupes conformément aux grands axes du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). Ils ont planché, entre autres, sur l'approfondissement et la validation des diagnostics, la priorisation des problèmes au sein de la commune et l'élaboration du cadre logique.

Par la suite, les acteurs présents ont procédé à la formulation de la vision de développement de la commune, l'élaboration du ranking des villages et l'identification des ressources mobilisables par la commune. Une

phase riche d'enseignements et animée, puisqu'elle offrait de voir projeter par le maire la vision de la commune, améliorée séance tenante par les suggestions des participants. Une autre séquence riche, celle qui a consisté pour le maire à présenter les ressources mobilisables par la commune et leurs échéances. Un exercice qui a conduit à déterminer les potentiels des Centimes Additionnels Communaux (CAC) que la commune pourra obtenir du FEICOM au cours de l'année 2015.

Un exercice pratique a aussi permis d'affecter les financements venant des ressources propres de la commune, des partenaires ou des dotations aux projets prioritaires des villages et au plan de campagne du maire.

Deux points d'attention sont à retenir lors de la clôture de cette cérémonie : l'élaboration du plan de passation des marchés ainsi que le plan de communication. Des consignes ont été formulées quant à l'élaboration du Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres (PUGDT) et du cadre sommaire de gestion environnementale. ♦

Est - Microprojets

De l'eau et de l'énergie dans les villages

Plusieurs villages de la région de l'Est Cameroun vivent une ère nouvelle grâce au PNDP. Les populations ont assisté à la réception définitive des microprojets d'électrification des villages Kombé, Segledom et Batitoum dans les communes de Diang et Doumaintang du 10 au 12 juin 2015. Pour cette phase, il a fallu vérifier la fonctionnalité du microprojet d'électrification de Kombé avant de procéder à la réception définitive en présence des sectoriels concernés.

Quelques jours plutôt, ce sont les communes de Moloundou et de Salapoumbé qui, en présence des responsables du PNDP-Est, du délégué départemental du ministère de l'Eau et de l'Energie, des maires des deux communes et du prestataire qui bénéficiaient de la réception de microprojets achevés. Il s'agissait en l'occurrence de la réception de 08 puits équipés de pompes à motricité humaine à Moloundou, et 09 autres puits de PMH à Salapoumbé. Après s'être assuré que les vices cachés ne sont pas apparus durant la période de garantie et de la fonctionnalité de l'ouvrage, les procès verbaux ont été signés et les récipiendaires invités à faire bon usage des microprojets reçus. ♦

*Est - Radio communautaire de Mbang*

Mise à jour des besoins



Dans le cadre de la 2^e composante du projet radios communautaires du PNDP, relatif à la réhabilitation de 13 radios communautaires existantes, une mission s'est déployée dans la commune de Mbang, le 18 mai 2015 pour procéder à l'actualisation des besoins en équipements de la Radio communautaire de Mbang.

Il s'agissait de procéder à la mise à jour des besoins en équipements de la radio communautaire avant le lancement de l'appel d'offres pour l'achat des équipements. Après le passage en revue des équipements de la radio de Mbang, et l'actualisation de la liste des besoins, le chef de chaîne et son personnel ont émis le vœu ardent de voir le PNDP venir leur apporter un souffle nouveau. ♦



North West

REDD+ project launched in Kumbo Council

The project is the municipality's contribution to the fight against the climate change challenge which is bogging down development.



As per the agreed program during the REDD+ workshop in Bana, the Kumbo Council launched a project on July 12, 2015 to ward off deforestation and degradation of natural resources by sustainably managing its forest to promote local development during a ceremony organised by the Council and the Local Support Organization (LSO), Positive Vision Cameroon (PVC). The event was closely supervised by the PNDP Regional Team and was presided over by the Divisional Officer for Bui Division.

The aim of this activity was to sensitize all the stakeholders of the project. This explains why the 102 participants were people living around the area that will host the project

(ZOMO), administrative authorities, the Council Executive, the councilors, the Divisional Delegates of technical services, and particularly the services of MINEPDED, MINFOREST, MINDAF and MINADER.

The ceremony was punctuated by the welcome speech of the Mayor, the speech of the Regional Coordinator PNDP, a Technical presentation by the coordinator of PVC, and the Divisional Officer's opening speech. The DO enjoined the population to take the opportunity given to them serious and recommended good collaboration among Divisional Delegates in order make the project a success. A PowerPoint presentation centred around what REDD+ is all about and the project proper was also used to enlighten participants.

This presentation was followed by an enriching question and answer session where the different stakeholders clearly understood the project and the challenges involved in its different phases. The project idea is the following: "The Sustainable management of the Kumbo Council Forest: a strategy to fight against deforestation and degradation of natural resources and promotion of local development". The PNDP team advised the Local Support Organization to strictly respect the guidelines and framework provided during the last REDD+ training. With the fruitful discussions that took place during this session there is hope for the submission of a pertinent REDD+ project in Kumbo. ♦

Centre

Le COMES affûte ses armes à Monatéle

Les membres du Conseil Municipal Elargi aux Sectoriels (COMES) ont été formés aux techniques de contrôle et de validation des diagnostics produits par l'Organisme d'Appui Local dans le cadre de l'élaboration du Plan Communal de Développement de la commune. La séance de travail du 24 juin 2015 a permis d'apprécier la démarche méthodologique. Parmi les participants se trouvaient 23 représentants des services déconcentrés de l'Etat, l'ensemble du conseil municipal conduit par Tsala Messi, le maire de la commune de Monatéle et un cadre du PNDP-Centre. Sous la supervision du préfet de la Léké, les travaux de groupe ont permis de mettre en place 6 commissions dont la mission est de mieux identifier les manquements tant dans les activités qu'au niveau des coûts. ♦



Eséka a les premiers éléments du PCD



L'atelier du 2 avril 2015 a permis aux différents acteurs de porter un regard sur les différents diagnostics de l'espace communal considéré dans l'actualisation du Plan Communal de Développement (PCD). 17 services déconcentrés de l'Etat, le maire et ses adjoints, le Secrétaire général de la mairie, les membres du Comité de Pilotage (COPIL) et l'Organisme d'Appui Local ont tenu à faire un travail préalable à la planification. Sous la supervision du Responsable Régional Formation et Renforcement des Capacités du PNDP, plusieurs avis ont été émis. Le délégué départemental

du Ministère du Tourisme et des Loisirs a estimé qu'au regard du potentiel de la commune d'Eséka, il fallait envisager la construction des hôtels. Il a aussi souligné que les routes qui mènent vers les sites touristiques ne sont pas aménagées.

Le chef de l'exécutif communal, quant à lui, entend faire un usage optimal des ressources financières dont il dispose. Les projets dont les montants d'investissement ne paraissent pas réalistes seront mis à la touche a-t-il fait savoir. Son attention est portée sur l'électrification du village Mintanye. 60 000 000 de FCFA sont disponibles

dira-t-il devant l'assistance. Dans le village Mahomy, les populations ont exprimé un besoin d'électrification sur 14 km en basse tension. Pour le maire, ce projet n'est pas techniquement faisable. Il propose plutôt la pose des câbles électriques en moyenne tension.

Pour l'agriculture, les semences de maïs sont disponibles. Sur ce volet, le président du Comité de Concertation de Mandjack s'inquiète de la suite des projets agricoles, notamment les 40 hectares de bananiers plantains dans sa localité et à Mintanye.

Dans la prise en compte des besoins des femmes, le délégué départemental du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille a permis à la commune de ne pas s'aventurer dans un projet de construction d'un Centre de la Femme au village Ngog Tos, parce qu'il n'y a qu'une cinquantaine de femmes dans ce village. Une telle infrastructure existe déjà dans le centre urbain d'Eséka.

Un brainstorming qui a donné l'opportunité à l'Organisme d'Appui Local d'intégrer toutes les observations avant la tenue de l'atelier de planification. ♦

Est

Le PNDP et le PADDL/GIZ s'accordent sur la gestion des points d'eau

Un atelier a permis à ces deux acteurs impliqués dans le développement local de définir des stratégies visant l'optimisation de l'utilisation et de la pérennisation des ouvrages hydrauliques dans la région de l'Est.

La gestion des points d'eau est une véritable gageure pour les communes au Cameroun. Une fois les points d'eau construits, forages, puits équipés de pompe à motricité humaine, se pose la question de la pérennisation des ouvrages. C'est pour éprouver les pistes de solutions à ce problème que le PNDP et le PADDL/GIZ se sont réunis, du 07 au 09 juin 2015 dans la salle de l'évêché de la commune de Batouri.

Vingt participants prenaient part à cette rencontre. Avec entre autres, les maires et conseillers municipaux, les Cadres Communaux de Développement (CCD), le SG de la commune d'Abong-Mbang, le Délégué Régional du Ministère de l'Eau et de l'Energie, le

Délégué Départemental de l'Eau et de l'Energie du département de la Kadey, les partenaires au développement (PADDL/GIZ, PU-AMI, PLAN INTERNATIONAL), les membres de la société civile, et des responsables de la Cellule Régionale du PNDP pour la région de l'Est.

La rencontre a permis au PADDL/GIZ de fournir un appui technique dans la diffusion des outils de gestion des ouvrages hydrauliques qu'il a développés et validés avec l'appui du Ministère de l'Eau et de l'Energie, de présenter les expériences de plusieurs communes en matière de gestion de l'eau, et de faciliter la gestion et par conséquent la pérennisation des ouvrages hydrauliques. La

méthodologie privilégiait la présentation de l'état des ouvrages hydrauliques par certaines communes, ainsi que l'évaluation des difficultés rencontrées par les communes. Dans ce domaine, à la suite des échanges, des travaux écrits et soumis aux participants regroupés en communes, l'on a procédé à l'élaboration et la restitution des plans d'actions communaux sur la gestion des ouvrages.

Une initiative à dupliquer un peu partout, tant sont grands le besoin et la nécessité de pérenniser les ouvrages d'hydrauliques construits et qui souvent tombent en décrépitude faute d'un suivi constant par les utilisateurs. ♦

Sur la CRTV Télé
dès 16H00, le 2^{ème}
jeudi du mois

Vous avez **RENDEZ-VOUS**
avec **LAZARE ETOUNDI** dans
« **GOUVERNANCE LOCALE** »

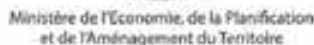
**52 minutes de débats, de vox pop
et de reportages sur la vie des
communes camerounaises**



*Vos réactions et suggestions sont
recueillies aux adresses suivantes :*
zenu.network@gmail.com
akandem@pndp.org

Une coproduction :





Contact : CNC sise face PNUD, nouvelle route Bastos.
BP 660 Yaoundé – Tél : 222 213 664 – Email : pndp@pndp.org Site web : www.pndp.org

CAMEROUN

LES INDICATEURS CLES DE L'ECONOMIE

LIBELLÉ	2011	2012	2013
I-DONNEES DEMOGRAPHIQUES			
Population totale (en milliers)	19 891	20 387	20 917
Densité de population (habitants/km ²)	41,8	42,9	44,0
II – DONNEES MACROECONOMIQUES			
PIB à prix courant (en milliards FCFA)	12 546	13 515	14 550
- PIB pétrole brut	941	1 075	1 096
- PIB hors pétrole brut	11 605	12 440	13 454
PIB /habitant (en milliers FCFA)	631	663	696
Taux de croissance réelle (%)	4,1	4,6	5,5
- PIB pétrole brut	-7,3	3,5	8,5
- PIB hors pétrole brut	4,6	4,6	5,3
Taux d'inflation (%)	2,9	2,4	2,1
Taux de croissance sectorielle (en %)			
- Secteur primaire	3,1	2,7	3,1
- Secteur secondaire	1,6	4,9	5,2
- Secteur tertiaire	5,5	5,5	6,7
Répartition sectorielle (en % du PIB à prix courant)			
- Secteur primaire	21,7	21,4	20,5
- Secteur secondaire	27,3	27,9	26,3
- Secteur tertiaire	43,2	43,1	45,6
Impôts et taxes moins subventions	7,8	7,6	7,6
Composantes de la demande (en % du PIB à prix courant)			
Consommation	87,5	88,4	87,3
- Privée	75,9	76,9	75,9
- Publique	11,6	11,5	11,4
Investissement	20,6	19,2	19,3
- Privé	18,2	16,9	16,9
- Public	2,4	2,3	2,4
Exportations de biens et services	18,4	18,8	18,6
Importations de biens et services	26,5	26,6	25,2

Finances publiques (en% du PIB à prix courant)			
Recettes budgétaires hors dons	16,9	16,8	16,8
- Pétrolières	5,1	4,9	4,9
- Non pétrolières	11,8	11,9	11,8
Dépenses	19,7	18,8	20,7
- Courantes	14,1	13,3	14
- En capital	5,5	5,5	6,7
Secteur Extérieur (en % du PIB à prix courant)			
Balance commerciale	-2,2	-1,0	-1,6
Solde compte courant	-2,8	-3,6	-3,7
Dette publique (en % du PIB)			
Stock total dette publique	16,1	15,3	16,0
- Dette publique intérieure	5,9	5,0	4,8
- Dette publique extérieure	10,2	10,3	11,1
Service total de la dette			
- Dette intérieure	0,6	0,9	0,8
- Dette extérieure	0,8	0,8	0,8
III – PRINCIPALES PRODUCTIONS AGRICOLES ET SYLVIQUES (en tonnes)			
Cacao en fèves	243 320	250 000	270 000
Café arabica	9 563	10 000	13 000
Café robusta	38 256	42 000	50 000
Caoutchouc	50 983	46 318	59 000
Coton masse	185 000	227 000	250 000
Coton fibre	61 392	82 124	99 691
Banane d'exportation	271 642	285 789	310 901
Ananas	165 471	167 853	170 000
Production de bois grumes (en milliers de m ³)	2 356	2 316	2 341
Exportation de bois grumes (en milliers de m ³)	575	519	618
Exportation de bois sciés (en milliers de m ³)	531	544	519
IV – INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT			
Réseau routier bitumé (en km)	5 371	5 504	5 548
Réseau ferroviaire (en km)	1 193	1 223	1 258

Source : Institut National de la Statistique. Tél. (237) 222 220 445 / 222 221 437.
Site web : www.statistics-cameroon.org



Une publication du Ministère de l'Economie,
de la Planification et de l'aménagement du Territoire
BP 660 Yaoundé - www.minepat.gov.cm
Tél.: (237) 222 220 922 - Fax : (237) 222 236 607